





**« OÙ VA LA TURQUIE ? »**



## Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica.....	7
« <i>La laïcité turque et le régime islamo-conservateur</i> » par M. Thierry Zarcone, Directeur de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique à Paris (Groupe Sociétés Religions Laïcité), coéditeur du <i>Journal d'Histoire du Soufisme</i> , auteur de « <i>La Turquie de l'empire ottoman à la République d'Atatürk</i> » (Gallimard, 2005) et « <i>Le Soufisme</i> » (Gallimard, 2013) .....	10
« <i>La Turquie, de l'émergence aux premiers revers économiques : causes et conséquences politiques</i> » par M. Deniz Akagül, Economiste, maître de conférences à l'Université Lille 1, direction de l'ouvrage « <i>Configurations économiques dans l'espace post- ottoman</i> », (CNRS éditions, 2014) et co-auteur de « <i>La Turquie, d'une révolution à l'autre</i> » (Pluriel, 2013) .....	22
« <i>La Turquie dans l'espace post-soviétique</i> » par M. Bayram Balci, Ingénieur de recherche CNRS, chercheur en science politique et civilisation arabo-islamique au CERI (Sciences Po Paris).....	31
« <i>La politique étrangère de la Turquie</i> » par Mme Jana J. Jabbour, Enseignante à Sciences Po Paris, docteur associée au CERI, co-fondatrice de Samar Media, auteur de « <i>La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente</i> » (CNRS éditions, 2017) .....	38
« <i>La crise des relations entre la Turquie et l'Union européenne</i> » par M. Didier Billion, Directeur adjoint de l'IRIS, spécialiste de la Turquie, auteur de « <i>La politique extérieure de la Turquie. Une longue quête d'identité</i> » (L'Harmattan, 1997), « <i>La Turquie vers un rendez-vous décisif avec l'Union européenne</i> » (IRIS/PUF, 2004), « <i>L'enjeu turc</i> » (Armand Colin, 2006) ....	46
Synthèse par M. Jean-Pierre Chevènement .....	54
Débat final .....	58



Mesdames,  
Messieurs,  
Chers amis,

Ce soir nous allons consacrer notre conversation à la Turquie, un grand pays de près de 80 millions d'habitants (95 millions prévus en 2050) dont les progrès spectaculaires n'ont pas besoin d'être soulignés. Son PNB a presque triplé depuis 2002, ce qui correspond à la période pendant laquelle l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement) a été au pouvoir, avec le président Erdoğan.

La première partie de nos travaux nous situera dans la longue durée. Je remercie tous les intervenants et tout particulièrement M. Zarcone, Directeur de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique à Paris (Groupe Sociétés Religions Laïcité), coéditeur du *Journal d'Histoire du Soufisme*, auteur des ouvrages « *La Turquie de l'empire ottoman à la République d'Atatürk* » (Gallimard, 2005) et « *Le Soufisme* » (Gallimard, 2013). Je lui demanderai comment une société soumise à la politique « laïciste » de Kemal Atatürk a pu préserver sa religion traditionnelle, l'islam, qu'on voit réapparaître très tôt, en 1946, lors des premières élections pluralistes. Quelle est la nature de ce phénomène qui fait qu'une république laïque flamboyante, proclamée avec force, avec tous les signes de l'arrachement au passé (jusqu'au changement de l'alphabet), voit ressurgir cinquante ans plus tard des courants islamistes conservateurs ? Quel est le rôle des confréries ? Quels sont les hommes d'influence ? Quel est le rôle de certaines institutions scolaires comme les *İmam hatip* ? Ce retour du religieux reste inexplicable aux yeux de ceux qui pensent bien connaître la Turquie pour y être allés souvent mais ne la connaissent pas assez pour comprendre le mouvement séculaire qui fait que, après l'effondrement de l'Empire ottoman, la proclamation de la République turque par Atatürk, on a pu assister à cette réémergence d'un courant islamiste qu'on a décrit il y a quelques temps comme modéré.

M. Akagül, économiste, maître de conférences à l'Université Lille 1, a dirigé l'ouvrage « *Configurations économiques dans l'espace post-ottoman* », (CNRS éditions, 2014). Il est également co-auteur de « *La Turquie, d'une révolution à*

*l'autre* » (Pluriel, 2013). Je lui demanderai de nous expliquer le phénomène de la réémergence de la Turquie, de nous dire comment ce pays a vu se développer l'esprit d'entreprise, le capitalisme anatolien (les « Tigres anatoliens ») et comment il est passé d'un système plutôt protectionniste à un système largement ouvert sur la mondialisation. Comment expliquer cette réussite ? En effet, à la fin des années 1970-80, la Turquie, très lourdement endettée, ne vivait que du soutien que lui apportaient le FMI et ses bailleurs de fonds occidentaux. Or, on a aujourd'hui l'impression que le « Tigre » a pris son élan et c'est une incontestable réussite sur le plan économique qu'il faut saluer. On a vu apparaître des classes nouvelles, de petits entrepreneurs. L'électorat de l'AKP est complexe. Venu au pouvoir avec 33 % des voix en 2002, il est aujourd'hui majoritaire : avec le complément d'un parti nationaliste (MHP, *Milliyetçi Hareket Partisi*), il a quand même obtenu 51,4 % des suffrages au dernier référendum. C'est donc un électorat forcément hétérogène et peut-être est-ce là un éclairage de cette présidentialisation qu'a voulue Recep Tayyip Erdoğan et dont on analysera les formes, les conséquences.

La deuxième partie de notre colloque sera davantage tournée vers la politique étrangère.

M. Bayram Balci, ingénieur de recherche au CNRS, chercheur en science politique et civilisation arabo-islamique au CERI (Sciences Po Paris), nous parlera de la Turquie dans l'espace post-soviétique. Il ne vous échappe pas que la Turquie est riveraine de la Mer Noire, limitrophe du Caucase. Elle a aussi le regard tourné vers les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale qui, souvent, parlent turc ou des dialectes turcs, et que son intérêt se porte même jusqu'au Xinjiang, province orientale de la Chine, c'est-à-dire vers les Ouïgours qui représentent aujourd'hui la moitié de la population du Xinjiang. La Turquie a naturellement dans son « génome » le rêve panturc (Enver Pacha). C'est une autre dimension.

Je demanderai alors à Mme Jana Jabbour, enseignante à Sciences Po Paris, docteure associée au CERI et co-fondatrice de Samar Media, qui vient de publier « *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente* » (CNRS éditions, 2017), de nous parler de « l'invention d'une diplomatie émergente » et de nous dire comment la politique étrangère de la Turquie a évolué. Jadis européo-centrée, elle est aujourd'hui davantage tournée vers les espaces géographiques limitrophes, le Moyen-Orient et la Méditerranée. Peut-on parler de néo-ottomanisme ?



Nous terminerons avec l'exposé de M. Didier Billion qui va nous entretenir du sujet dont la presse est la plus friande, je veux parler des rapports de la Turquie avec l'Union européenne. Je n'ai pas besoin de rappeler que M. Didier Billion, spécialiste de la Turquie, est directeur adjoint de l'IRIS (Institut des Relations Internationales et Stratégiques). Il est l'auteur des ouvrages « *La politique extérieure de la Turquie. Une longue quête d'identité* » (L'Harmattan, 1997), « *La Turquie vers un rendez-vous décisif avec l'Union européenne* » (IRIS/PUF, 2004) et « *L'enjeu turc* » (Armand Colin, 2006).

Je veux remercier tous nos intervenants d'être parmi nous ce soir. La Turquie est un grand sujet pour l'Europe, pour nous-mêmes qui sommes des alliés anciens de la Porte ottomane. L'alliance franco-ottomane (1536) remonte à François I<sup>er</sup>. Nous avons toujours eu une relation « spéciale » avec la Turquie. Nous ferons le point sur ce sujet très controversé avec autant d'objectivité qu'il est possible dans les relations internationales et dans le monde médiatique d'aujourd'hui.

Je me tourne d'abord vers M. Thierry Zarcone.

## *Première partie*

THIERRY ZARCONÉ

### *L'islam politique en Turquie : histoire et situation actuelle*

Merci, M. Chevènement.

Mesdames,

Messieurs,

Je vous proposerai un historique bref et concis de l'islam politique turc, qui a aujourd'hui plus de soixante ans, pour faciliter la compréhension de sa feuille de route actuelle.

En premier lieu, il faut nuancer « l'islamisation » du pays qui est menée depuis les années 1970 par l'islam politique, dans la mesure où la démarche est celle d'une quête de « libertés négatives » (droit de pratiquer une religion) au moins jusqu'en 2013, date à laquelle une réelle islamisation se mettra en place.

L'islamisation agit de deux manières :

Par le haut, lorsque les partis religieux, n'ayant pas obtenu de majorité, se trouvent au pouvoir dans des gouvernements de coalition avec le parti d'Erdoğan (majoritaire).

Par le bas, par des organisations religieuses, plus ou moins liées aux partis, qui procèdent de manière plus radicale, essayant de faire passer l'islam dans les institutions : c'est l'action clandestine des confréries soufies (plusieurs branches *nakşibendi*) et des communautés religieuses (*nurcu*, *fethullahcı*, *süleymancı* etc.).

L'opposition au kémalisme apparaît dès le passage au multipartisme, dès qu'il est possible à des opposants au kémalisme de se constituer sous la forme de partis politiques et d'exiger un certain nombre de retours à de vieilles libertés religieuses ou de remettre en place de vieilles institutions ottomanes.

La République est fondée en 1923.

C'est entre 1925 et 1935 que Mustapha Kemal, qui deviendra Atatürk, prend un train de mesures radicales pour réformer l'islam et non l'éradiquer car Mustapha Kemal est un réformiste musulman. Selon lui, l'islam doit être mis à sa place, dans

les consciences, et écarté de l'espace public. Il s'en prend aux trois grandes mouvances de l'islam : l'islam des oulémas, des hommes de religion, celui des confréries soufies, organisations religieuses qui, très puissantes à l'époque ottomane, jouent aujourd'hui encore un rôle important, et il s'oppose à l'islam des superstitions qui peut sembler inoffensif mais qui, dans l'esprit du réformisme musulman, signifie l'ignorance, l'archaïsme, des formes d'islam qu'il faut faire disparaître (divination, thérapies magiques etc.). C'est l'unification de l'enseignement et la fabrication d'un islam éclairé (au moyen des nouvelles écoles d'imams et des facultés de théologie). La laïcité turque sera inscrite en 1936 dans l'article 1 de la Constitution, avec plusieurs autres grands principes de l'État, cet Article 1 étant déclaré inamovible par l'article 3 de la même constitution.

Des oppositions très violentes à ces mesures seront vivement réprimées. Des groupes religieux, dans la clandestinité, s'opposent constamment aux mesures comme le rejet du port du fez (remplacé par le chapeau occidental), le passage de l'appel à la prière en turc (autrefois en arabe), la suppression des caractères arabes etc.

Cette opposition, jusque dans les années 1940- 1945, s'organise, structurée par deux grandes organisations religieuses :

La confrérie soufie *nakşibendiye*, qui, très loin du soufisme des derviches tourneurs, pratique un islam austère, très proche de l'orthodoxie religieuse, à la limite d'une certaine forme de radicalisme, est très présente et trouvera une place dans l'espace public, cachée derrière le système associatif des *vakıf* (biens de mainmorte), dans les années 50, avec l'assouplissement des mesures contre l'islam. C'est une de ces confréries *nakşibendiye* qui sera à l'origine de la fabrication du premier parti politique islamique dont l'actuel AKP est issu.

La deuxième organisation est un groupe de musulmans réformistes, qu'on appellera par la suite *Nurcu*, d'où sera issue la mouvance des *fethullahcı*, cette communauté qui est aujourd'hui en conflit ouvert avec le pouvoir AKP.

Un système de parti unique s'installera de 1925 à 1946, avant le passage au multipartisme.

Avant d'aller plus loin, je crois nécessaire de montrer ce que sont ces formes d'identités parce que l'une des caractéristiques de la Turquie est le pluralisme religieux.

Le sunnisme est divisé entre des tendances qui parfois se combattent. Les relations sont très conflictuelles entre les confréries soufies et les *nurcu-*

*fethullahcı* mais des alliances de circonstances se nouent à travers les partis : l'AKP et les *fethullahcı* collaborent pour diriger le pays de 2002 à 2013, avant la crise qui les divise et les oppose aujourd'hui. Mais, surtout, d'autres formes d'islam turc dont l'alévisme, une religion syncrétique, n'ont absolument rien de commun avec l'orthodoxie religieuse. Or l'alévisme, qui représente un cinquième à un quart de la population turque, joue un rôle important.

J'évoquerai donc *les principaux acteurs de l'islam politique* :

La confrérie *nakşibendiye*, attirée par l'action politique autant que par la pratique mystique, a une idéologie qui se rapproche de celle des Frères Musulmans. Elle défend un sunnisme très traditionnel, dans la continuation du sunnisme ottoman.

C'est une structure qui fonctionne dans la clandestinité. Son pouvoir repose sur une hiérarchie et des chefs religieux, des *shaykhs* au pouvoir charismatique, qui remplissent les fonctions de l'imam. Cette mystique du chef marquera l'islam politique et, peut-être, jusqu'à aujourd'hui, le comportement de R.T Erdoğan. Ces confréries reposent aussi sur une discipline et proposent un modèle de société civile musulmane.

Disposant de puissantes structures sociales et éducatives (revues, écoles, dispensaires, cours de Coran), ces confréries sont très présentes dans de nombreux partis politiques religieux, lorsqu'elles ne soutiennent pas le parti islamique, et ont un moment fait route avec un islam nationaliste. En effet, le nationalisme, au départ opposé à l'islam, va l'intégrer par la suite comme un élément de l'identité turque : c'est ce qu'on appellera la synthèse turco-islamique. C'est une des raisons de l'actuelle association – que l'on pourrait croire contre-nature – du parti nationaliste (parti de l'Action nationale) avec le parti d'Erdoğan. On pourrait dire que le musulman de l'AKP va à la mosquée, le musulman du parti nationaliste n'y va pas, mais les uns et les autres se reconnaissent un élément identitaire commun.

Ce qu'on appelle le courant *Nurcu*, qui combat aussi le kémalisme dans la clandestinité, est un mouvement religieux réformiste fondé par Said Nursi en fin d'époque ottomane pour répondre au déclin de l'Empire et de l'islam. Il se caractérise précisément par le besoin de comprendre pourquoi l'islam est déclinant à la fin de l'Empire.

Il répond à ce déclin en préconisant de réformer l'islam, notamment par le retour au Coran, en passant d'une foi par imitation à une foi expliquée (où sont

exposées les raisons de croire). L'islam doit absolument s'intéresser à la modernité occidentale dont le courant *Nurcu* dénonce néanmoins les aspects négatifs : le scepticisme, le doute, l'athéisme, le matérialisme. Surtout, les réformistes *Nurcu* pensent qu'il faut rejeter le système des confréries soufies, avec leurs *shaykhs* décadents et leur système un peu archaïque. Ce courant va donc se heurter aux confréries soufies turques, en particulier à la plus importante, la confrérie *nakşibendiye*, sur ce point particulier.

L'opposition aux confréries ne signifie pas l'opposition au soufisme, corps de doctrine mystique qui, apparu au VIII<sup>ème</sup> ou IX<sup>ème</sup> siècle de l'histoire de l'islam, se structure au XIII<sup>ème</sup> siècle sur le mode d'une organisation et va donner naissance à ce qu'on appellera ensuite des confréries (*tarikats*), dirigées par des *shaykhs*. Donc, les *Nurcu*, comme d'ailleurs les *Fethullahci*, rejettent le confrérisme mais pas le soufisme. Un conflit opposant ces deux groupes sunnites importants, qui ont beaucoup nui à l'AKP depuis 2013, peut se comprendre comme une opposition entre soufisme et confrérisme, même s'il y a aussi des raisons politiques, des rivalités de pouvoir plus précisément, et des guerres de chefs, de guides charismatiques.

L'un des objectifs des *Nurcu* est de réformer l'éducation pour combattre l'ignorance et transmettre l'éthique religieuse. Or l'éducation intéresse aussi les confréries et les groupes politiques. Il y a également des remises en question assez importantes du rituel et des usages religieux musulmans chez ces réformistes qui pensent qu'il ne faut pas perdre de temps avec les aspects extérieurs de la religion, avec le droit islamique, avec le vêtement (le voile n'est pas vraiment important) mais qu'il faut surtout se tourner vers son intériorité. C'est la marque de ce groupe *Nurcu*, avec le choix de construire des écoles plutôt que des mosquées. C'est un autre point d'opposition avec un islam plus traditionnel.

Les *Nurcu* refusent l'action politique directe, préférant inspirer la société, de manière plus douce, par leur conduite. Ils disposent néanmoins de puissantes associations qui leur permettent d'infiltrer des appareils de l'État (le ministère des Affaires religieuses en particulier).

Le groupe *Fethullahci*, créé par Fethullah Gülen, est à l'origine une variante de la pensée des *Nurcu* dont Fethullah Gülen se sépare en 1974 parce qu'il veut une action politique plus franche, il veut agir dans la cité, plus que les autres courants. Il soutient le parti islamique *Milli Selâmet Partisi* (parti du Salut national), dans les années 70, puis se fâche avec Erdogan (ses relations seront toujours

conflictuelles avec l'islam politique car leurs visions de l'application du sunnisme dans un État moderne divergent).

Et surtout, pour combattre l'ignorance, il insiste sur l'éducation, d'où l'implantation de très nombreuses écoles en Turquie et dans le reste du monde musulman (et non musulman comme en France, aux USA etc.) pour capter les diasporas musulmanes et non musulmanes. Avec les universités, les chaînes de télé, les journaux etc., il disposerait de la plus puissante association musulmane de la planète. Il voit la réussite dans les études comme la condition de l'accès à des postes clés et de la constitution d'une nouvelle élite pour défendre son message religieux.

Ceci a pu être interprété comme une infiltration des appareils de l'État et des ministères.

Le courant *Fethullahci*, qui veut l'établissement de relations harmonieuses avec l'État et avec l'armée, fondées sur la citoyenneté et un « nationalisme turco-ottoman », et soutient le contrôle de l'islam par l'État avec le ministère des Affaires religieuses, a été présenté par le pouvoir turc, dans les années 1990, comme une alternative à l'islam politique du parti de *Refah* (parti de la Prospérité), comme un « islam modéré » (mais cela prend fin en 1999 avec le départ pour les Etats-Unis de Gülen, menacé d'emprisonnement par les militaires pour des propos jugés anti-laïques).

Concernant *l'aventure de l'islam politique*, on peut parler d'une périodisation en trois grands moments :

Entre 1947, le passage au pluralisme, et 1970, la création du premier grand parti islamique, on peut parler des balbutiements de l'islam politique, avec la création de quelques petits partis islamiques vite interdits parce que frappés par la loi sur la laïcité.

Une deuxième période (1970-1980) commence avec la création, en 1970, du premier grand parti religieux par Erbakan (qui se trouvera au pouvoir en gouvernement de coalition en 1976 et en 1978), *leader* historique de l'islam politique et membre d'une branche de la confrérie *naksibendiye*, ce qui marquera ce parti (mystique du chef, organisation, système de l'allégeance, sur le modèle de l'allégeance d'un disciple à son maître soufi). C'est ce parti, constamment interdit et reconstitué, qui, après sa scission, va donner naissance à l'AKP. En 1980, un

coup d'État important redistribue les pouvoirs en Turquie et donne, en 1984, une nouvelle Constitution, celle qu'on voudrait aujourd'hui totalement changer.

Une troisième période, de 1994 à 1997, voit l'ascension de l'islam politique et sa victoire. En 1994 le parti de la Prospérité (*Refah Partisi*) gagne les élections municipales dans la plupart des grandes villes. C'est à ce moment qu'Erdoğan devient maire d'Istanbul. Puis ce parti remporte les élections législatives en 1996 et rentre dans un gouvernement de coalition en 1996-97, jusqu'au « coup d'État virtuel » de 1997 par lequel les militaires obtiennent par des pressions que le parti *Refah* quitte le pouvoir. Un ensemble de mesures sont alors prises contre toutes les « avancées » religieuses que le parti islamique avait pu obtenir. C'est vécu comme un échec cuisant, un moment dramatique, par les politiques liés à l'islam et aux partis religieux et, aujourd'hui encore, on parle de revenir à la période d'avant 1997.

La période qui débute en 2000 est celle de la division de l'islam politique. Les politiques religieux ne comprennent pas pourquoi ils échouent constamment. Une branche réformatrice, favorable à un discours moins radical, à un rapprochement avec l'Europe, sera à l'origine de la fondation de l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi* – parti de la Justice et du Développement) (2001) qui gagne les élections législatives et parvient au pouvoir en 2002.

Je reviens sur *les principaux événements* :

- le *Milli Nizam Partisi* (parti de l'Ordre national), ancêtre de l'AKP, fondé en 1970 par Erbakan (décédé en 2011) a été quatre fois interdit et reconstitué sous des noms différents, avant de se diviser en 2000.

L'islam politique connaît trois expériences du pouvoir dans des gouvernements de coalition dans les années 70 et, plus tard, en 1996-97.

Le coup d'État de 1980 amène au pouvoir un personnage singulier, Turgut Özal, ancien membre du parti islamique qui fonde son propre parti (*Anavatan Partisi*, parti de la Mère-Patrie, membre de la confrérie *nakşibendiye*), un parti du consensus qui joue à la fois la carte de la religion et celle de la social-démocratie. Considéré jusqu'à présent comme un modèle par Erdoğan, il réussit à associer l'islam politique et les socio-démocrates. D'ailleurs, ceux qui voulaient mettre en avant le caractère un peu particulier de Özal se plaisaient à le montrer accompagné de son épouse, qui n'était pas voilée et avait souvent un verre de whisky à la main, une image qui contrastait avec celle du couple Erdoğan.

Après le coup d'État de 1980 apparaît la synthèse turco-islamique : le nationalisme (et l'héritage chamanique et animiste des anciens Turcs) se réconcilie avec l'islam. Mais surtout, chose étrange venant de la part de défenseurs du kémalisme, les militaires imposent un enseignement religieux obligatoire dans les écoles, la religion et la morale musulmane – à dose homéopathique – étant selon eux censées contrer le développement du communisme et du marxisme. Certains religieux (les *Fethullahcı*) en tirent l'idée qu'il n'y avait pas une opposition totale à l'islam chez Atatürk et que même les militaires, leurs ennemis de toujours, pouvaient tolérer une certaine présence religieuse dans la société.

*Trois combats emblématiques marquent l'histoire de l'islam politique.*

Le premier grand combat est l'opposition de l'islam politique à l'Article 163 du code pénal, imposé en 1950, qui punit l'instrumentalisation de l'islam par un parti ou une organisation religieuse. Cette disposition avait été prise en raison de la multiplication des partis religieux à la suite du multipartisme. Il faut attendre 1991 pour que cet article soit abrogé par T. Özal car l'islam politique n'avait jamais réussi à le supprimer. On peut considérer que ce combat emblématique est aujourd'hui terminé.

Autre grand combat : l'autorisation du voile dans l'administration et à l'université devient un problème politique en 1964 (le voile, apparenté au turban des hommes, est prohibé en application d'une loi d'Atatürk qui interdit le turban). T. Özal autorise le voile mais la question ne sera pas définitivement réglée. Formellement interdit en 1997, le voile ne sera autorisé de manière définitive que par l'AKP en 2013.

L'autre grand combat emblématique est celui de l'école. C'est la tentative réussie de transformation de l'école professionnelle d'imam (*imam-hatip okulu*) en une école confessionnelle donnant accès à l'université. Les enfants peuvent y étudier comme dans un lycée mais sont, en même temps, formés dans un milieu religieux. Cette école a été constamment la cible d'attaques par les kémalistes qui ont vite compris qu'elle allait former les futures élites islamiques du pays. Le processus commence à se mettre en place dans les années 1970 avec Erbakan ; il est favorisé par T. Özal, puis bloqué en 1997. Il faut attendre 2012 pour que cette école soit libéralisée par l'AKP.



### *Les années AKP, de 2004 à nos jours.*

L'AKP se définit, au début des années 2000, comme rénovateur, contemporain, s'appuyant sur une « philosophie politique conservatrice-démocrate ». Erdoğan le décrit « aussi loin d'une laïcité coercitive que de la religion ».

Fasciné par le modèle Özal : « nous sommes des démocrates conservateurs qui donnons une grande importance à la famille, à la tradition et à la morale », Erdoğan veut incarner le pluralisme religieux (ouvert aux alévis, religion syncrétique musulmane habituellement définie comme hérétique), le pluralisme ethnique (ouverture aux Kurdes) et l'ouverture à l'autre avec « l'Alliance des civilisations » qui veut s'inscrire contre le « *clash* des civilisations » de Samuel Huntington

L'AKP a remporté huit élections jusqu'à aujourd'hui dont les législatives de 2007, 2011 et 2015 (gagnées de justesse), une élection présidentielle en 2014 et le référendum d'avril 2017. Il est rejoint par les *Fethullahcı* qui mettent leurs réseaux à la disposition de l'AKP (les anciens ennemis de l'islam politique se réconcilient avec l'islam réformé...). Le ministère des Affaires religieuses obtient l'un des plus importants budgets. Enfin, l'AKP bénéficie du soutien de nombreuses organisations religieuses qui œuvrent dans l'ombre.

### *La période AKP (2002-2017) comporte deux grands moments.*

La période qui va de 2002 à 2009 voit des années d'incertitude marquées par deux grandes crises :

En 2007, la candidature à la présidence de la République d'Abdullah Gül, personnage-clé du parti, est refusée par l'armée, ce qui entraîne une crise grave qui risque de faire vaciller le pouvoir. Il sera finalement élu.

En 2008, la tentative par le parlement AKP de lever l'interdiction du voile à l'Université provoque des manifestations monstres et l'AKP échappe de justesse à une interdiction et à une condamnation de ses ministres (dont Erdoğan). Par la suite, le voile sera autorisé.

En 2008-2010, à la fin de cette période d'inquiétude pour l'AKP, qui redoute un coup d'État, un certain nombre de procès (procès Ergenekon et Balyoz), orchestrés par les juges *fethullahcı*, révèlent des complots militaires en lien avec des journalistes. Ces procès (dont quelques-uns s'avèrent truqués) conduisent à

l'arrestation de hauts gradés de l'État-major, ce qui brise le pouvoir de l'armée et brisera ensuite le pouvoir des juges, seconde forteresse du kémalisme.

Après 2009, on peut dire que l'AKP n'aura plus aucune crainte, que ce soit vis-à-vis de l'armée ou des juges.

Pendant la deuxième phase, de 2009 à 2013, l'AKP a les pleins pouvoirs.

L'AKP prend deux types de mesures inédites : Les premières sont en faveur des libertés de pratique religieuse, les autres visent le développement d'une éthique fondée sur la religion. On retrouve là le vieil intérêt de l'islam politique pour l'ordre moral.

Parmi les mesures en faveur des libertés religieuses, l'autorisation du voile (en 2010 à l'université, en 2013 dans l'administration, en 2014 dans les collèges, en 2016 dans l'armée). À partir de 2011, il n'y a plus de limitation d'âge pour les cours de Coran. On essaye d'enseigner le Coran à des enfants de plus en plus jeunes. En 2012, les écoles d'imam sont reconstituées (revenant à la période d'avant 1997) et c'est en 2016 qu'Erdoğan propose de créer une « génération de dévots » (*dindar nesil*). Dans le même temps, Fethullah Gülen veut, lui aussi, former une « génération dorée » (*altın nesil*), un « homme nouveau » (*yeni bir insan*).

Concernant l'éthique, en 2012, le délai légal pour l'avortement est réduit ; en 2013, un contrôle de la mixité est mis en place dans les cités universitaires ; la même année, la vente d'alcool est limitée ; en 2015 est proclamée la vocation de la femme à la maternité. Une femme qui ne se voue pas à la maternité ne serait qu'une demi-femme (*yarı kadın*), affirmation qui a suscité de nombreuses réactions et inspiré des caricatures dans les journaux.

Je ne parle pas de toutes les formes d'islamisation « par le bas », menées par les organisations religieuses, les confréries. Par ailleurs, le pouvoir laisse toute liberté d'agir aux confréries soufies et aux communautés religieuses qui s'emploient à ottomaniser la culture, le goût, l'art etc.

Depuis 2013 on assiste à la division du sunnisme et à une nouvelle phase de l'islamisation.

S'il existe depuis toujours et principalement après 2002 une islamisation rampante, par le bas, menée par plusieurs organisations religieuses, c'est seulement après 2013 qu'une islamisation plus visible, par le haut, se manifeste : il ne s'agit plus d'obtenir des libertés religieuses ou d'imposer des règles de morale purement religieuse, mais bien de favoriser une religion.

Deux grands moments marquent cette période :

Après les protestations de Gezi (*parc gezi*) en mai 2013 et la dérive autoritaire d'Erdoğan, on assiste, fin 2013, à une division de l'islam turc qui oppose AKP aux *fethullahci*, le nouvel ennemi.

Et surtout, le coup d'État avorté de juillet 2015 est imputé en partie aux *fethullahci*, ce qui a entraîné les purges que vous savez : à ce jour 155 000 personnes interrogées (80 000 ont été suspendues), 50 000 détenues, 7 000 recherchées. 4 200 institutions ont été fermées (hôpitaux, écoles, cités universitaires, fondations, associations, universités, agences d'informations, chaînes de télévisions, stations de radio, journaux, maisons d'édition etc.).

Erdoğan est accusé, comme l'avait été Erbakan, de plaquer la structure confrérique sur le parti. L'AKP est accusée, en 2008, d'être un « projet *naksibendi* ». Si l'AKP continue à bénéficier du soutien populaire, on assiste à un essoufflement du parti : les élections de 2015 sont gagnées de justesse, comme le référendum de 2017.

### *Deux chantiers de réflexion s'ouvrent aujourd'hui :*

Le premier concerne la laïcité. Jusqu'à présent on n'avait jamais vraiment contesté la laïcité. Tout au plus l'islam politique critiquait-il la laïcité autoritaire du kémalisme, se réclamant d'une laïcité « à la française », une neutralité de l'État. C'est le discours d'Erdoğan au début des années 2000. Mais très vite, des théologiens et des politiques de son entourage parlent d'une sortie de la laïcité. Erdoğan reste prudent par rapport à son électorat et refuse de se prononcer mais il soutient certainement ce projet.

La première raison invoquée est la vieille idée, cultivée par des intellectuels musulmans et des religieux, de l'incompatibilité de l'islam et de la laïcité (en fait de la séparation entre islam et politique). Selon eux, la laïcité n'est qu'un aspect de l'histoire de l'Europe chrétienne et n'a pas sa place en islam. En effet, les versets du Coran relatifs à la gestion politique de la communauté des croyants ont été révélés en même temps que ceux qui exposent les principes de la foi et l'eschatologie. Or, dans le monde chrétien, l'intérêt pour la Jérusalem céleste précède de quelques siècles celui pour la Jérusalem terrestre. À l'origine, le projet politique et le projet mystique ne sont donc pas articulés ensemble. Pour cette

raison, selon nos théologiens, État et politique peuvent être séparés dans cette religion alors que cela est impossible en Islam.

D'après le théologien Hayrettin Karaman, longtemps conseiller de l'AKP, la religion ne doit pas être cultivée uniquement dans la conscience (*vicdan*) des individus mais doit être autorisée à se déployer dans le champ social, à influencer les hommes et à être visible. Il accuse la laïcité de « vouloir enfermer l'islam dans la mosquée ». Il propose un projet d'État religieux sur le modèle du système de « partenariat privilégié » qui lie les églises à l'État en Allemagne.

En avril 2016, Ismail Kahraman, président du Parlement et proche d'Erdoğan, constate que la Turquie est *de facto* religieuse depuis au moins les années 1980 (on respecte les fêtes religieuses, inscrites dans le calendrier officiel, les cours de religion sont obligatoires à l'école etc.) et que sa population appartient en majorité à cette religion. Il en conclut que la laïcité ne doit plus figurer dans la Constitution, car cette laïcité n'est plus un des fondements de la présente République.

En juin 2016, Mehmet Uçum, conseiller en chef d'Erdoğan, déclare que le nom d'Atatürk ne devrait figurer dans la future constitution qu'en tant que fondateur de la République turque, et non plus comme l'icône de l'idéologie, notamment laïque, qu'il a représentée jusqu'à ce jour.

La victoire au référendum d'avril 2016, même faible, donne des ailes au pouvoir : il se sent autorisé par sa majorité à poursuivre dans la voie qu'il défend.

Le programme informel présenté par Yusuf Kaplan dans le journal *Yeni Safak* du 17 avril 2017 peut donner une idée de la feuille de route du parti souhaitée par certains de ses sympathisants. Il s'agit d'accélérer la formation d'une nouvelle génération en lien avec l'islam : « Si nous ne produisons pas de nouveaux Ghazali, Imam-i Rabbani, Ibn Arabi, Yunus, Sinan et Itri, nous disparaîtrons » (ces personnages sont en majorité des soufis, ce qui rappelle le lien très fort de l'AKP avec le confrérisme d'obédience *nakşibendi*). « Il faut fonder une université islamique » mais aussi des instituts chrétiens, juifs, bouddhiques, taoïstes etc. (où l'on retrouve l'idée d'une tolérance ouverte à toutes les religions). Les enfants turcs doués doivent être arrachés aux réseaux maçonniques, selon une vieille idée antimaçonnique de l'islam politique qui considère la Maçonnerie comme une structure secrète d'action politique occidentale, capitaliste et sioniste. Il faut fermer les universités qui défendent des cultures étrangères et les remplacer par des universités locales pilotes sur le modèle des *Ivy League* aux USA. Il faut encore étendre la diffusion de la culture musulmane au reste du monde et se défendre des invasions culturelles. Le développement des communautés

religieuses (*cemaat*) doit être facilité – tout en contrôlant leurs finances – et leur expansion vers le reste du monde favorisée (mais il ne confond pas celles-ci avec les « terroristes » *Fethullahcı*). Surtout, les valeurs nationales et les valeurs de l'islam doivent être défendues face à la culture mondiale postmoderne standard. Là, on se rend compte que le journaliste voit le conflit qui oppose aujourd'hui la Turquie à l'Union européenne et à d'autres pays comme une opposition à une certaine globalisation qui porte atteinte à la religion.

Je conclurai en donnant les raisons de la relative faiblesse du pouvoir AKP :

Islam politique et parti AKP ne sont pas homogènes. Par ailleurs l'ancienne alliance avec les *fethullahcı* n'a pas résisté au conflit de pouvoir entre guides charismatiques (Erdoğan/Gülen) et aux divergences sur l'application du sunnisme dans une société moderne (conflit soufisme/confrérisme).

Au sein même de l'AKP on observe des conflits de personnes, opposant par exemple Erdoğan à Abdullah Gül, le président précédent, et des conflits entre confréries (*Nakşibendi*) et théologiens salafistes (H. Karaman).

Enfin, 50% de la population du pays s'oppose à la politique d'Erdoğan. Et il n'est pas sûr que les 50% qui le soutiennent désirent aller plus loin dans la voie qu'il veut tracer, vers un rejet de la laïcité par exemple.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Vous nous avez ouvert de larges horizons. Je voudrais souligner combien vous avez eu raison d'évoquer le rôle de la Guerre froide dans le virage qu'opère l'armée quand, dans les années 1950, elle introduit les enseignements de religion à l'école. Dans l'environnement de la Guerre froide, la religion, et particulièrement la religion musulmane, va être instrumentée contre l'Union Soviétique et ses alliés – je pense au nationalisme arabe – et vous avez suggéré à juste titre que ce virage était une des conséquences du contexte international d'après la Seconde guerre mondiale. Ceci peut être observé aussi en Iran et dans le monde arabe. C'est une problématique plus générale qui rejoint vos propos sur un nationalisme de pays émergent. Je dirai que beaucoup des pays émergents sont des pays ardemment nationalistes qui veulent reconquérir leur passé et l'emporter sur ce qu'ils ont vécu comme une humiliation.

À ce point du colloque, je vais donner la parole à M. Akagül. Il va nous parler des succès de l'émergence et de la situation un peu plus problématique que nous connaissons aujourd'hui.

DENIZ AKAGÜL

*La Turquie, de l'émergence aux premiers revers économiques : causes et conséquences politiques*

Mesdames,

Messieurs,

Je vous propose de vous livrer une analyse de l'économie turque depuis la crise de 2001, une période récente qui peut être divisée en deux sous-périodes : d'abord celle de l'émergence, puis celle des premiers revers économiques.

*L'histoire de l'émergence aux premiers revers économiques :*

Lorsqu'il est question de l'économie turque, on cite souvent ses atouts. Il s'agit en effet d'une économie qui dispose de nombreuses atouts, comme l'absence de rentes naturelles qui découragent l'effort productif, la vitalité démographique qui stimule la demande domestique comme moteur de croissance, l'autosuffisance agricole, ainsi qu'un capitalisme local composé de grands groupes industriels et de petites et moyennes entreprises qui ont réussi à insérer le pays dans la division internationale du travail etc. En même temps, on s'aperçoit que ces atouts ne suffisent pas à assurer un avenir radieux et que leur mise à profit dépend étroitement de la volonté politique, ainsi que des opportunités offertes par le contexte international.

Pour bien comprendre la configuration actuelle, un bref retour en arrière s'avère nécessaire. Jusqu'à la crise de 2001, les politiques économiques étaient enfermées dans le cercle vicieux du populisme qui consistait à créer des gagnants immédiats, sans désigner les perdants futurs qui allaient subir les effets négatifs, soit de l'inflation dans le cas de la monétisation du déficit public, soit d'une augmentation future des impôts pour le remboursement de la dette publique. Bien que l'économie turque soit parvenue, au grand étonnement des spécialistes, à réaliser un rythme de croissance annuel relativement élevé, de l'ordre de 4%, le

miracle s'est épuisé au début des années 2000 pour déboucher sur une crise profonde en 2001. Il ne restait plus que l'inflation, des déficits publics abyssaux et un système bancaire au bord d'une crise systémique.

C'est dans ce contexte de crise profonde que les réformes structurelles réduisant substantiellement les marges de manœuvre du populisme seront adoptées, en 2001, par un gouvernement de coalition pressé par les principaux bailleurs de fonds. La consolidation de l'indépendance de la Banque centrale, le changement de statut des banques publiques qui les a mises à l'abri des interventions politiques à caractère populiste, de même que l'abandon de la politique agricole fondée sur les achats de soutien au profit d'une politique des revenus, sont les principales réformes qui constituent un tournant.

Ces évolutions ont également provoqué des séismes sur le plan politique, avec la disparition des membres de la coalition en place et l'arrivée au pouvoir en 2002 de l'AKP (Parti de la justice et du développement), créé à peine un an avant. Depuis, l'évolution de l'économie turque est caractérisée par deux phases diamétralement opposées ; une première phase que l'on pourrait qualifier de réussite et une deuxième phase pendant laquelle les acquis de la phase précédente sont remis en question. Bien que le point de rupture qui coïncide avec la crise des *subprimes* de 2008 sème la confusion, il convient de ne pas perdre de vue les dynamiques propres à l'économie turque.

Alors que les performances de l'économie turque étaient brillantes durant la période allant de 2002 à 2008, celles-ci sont à la traîne depuis. Le taux de croissance annuelle moyenne demeure en deçà du taux de croissance potentielle ; en ce sens l'économie turque est en récession depuis 2012. Alors que de 2002 à 2008 la multiplication par trois du PIB par habitant exprimé en dollars courants faisait la fierté du gouvernement en place, celui-ci est à la traîne, avec même un certain recul ces dernières années. Alors que l'économie turque avait accédé au rang de pays « émergent », elle vient d'être rétrogradée au rang de pays « spéculatif » par les agences de notation.

Comment en est-on arrivé là ? La réponse appelle la prise en compte des facteurs politiques qui renvoient au régime de croissance de l'économie turque.

### *Le régime de croissance de l'économie turque comme facteur de l'émergence et de revers économiques :*

Pour comprendre l'impact des facteurs politiques, il convient de saisir au préalable le régime de croissance turque. En observant les données, on s'aperçoit que ce régime, fondé sur l'expansion de la demande domestique, est fortement

dépendant des apports de capitaux extérieurs. Sur les soixante-sept années qui séparent 1950 et 2016, l'économie turque a enregistré un déficit extérieur courant, à l'exception de sept années ! L'attractivité de la Turquie pour les investisseurs étrangers s'avère de ce point de vue cruciale pour la poursuite de sa croissance économique. Jusqu'au milieu des années 1970, dans le contexte du compromis de *Bretton-Woods* de l'après-guerre qui limitait la mobilité des capitaux privés, cette attractivité dépendait des considérations d'ordre géopolitique. Pour les bailleurs de fonds, il s'agissait d'appuyer économiquement un pays allié considéré comme l'une des pièces maîtresses de la défense occidentale dans le contexte de la Guerre froide. Les sources de financement étaient publiques, donc d'État à État. Avec la libéralisation financière des années 1980, les sources de financement sont devenues privées, mettant en avant les considérations d'ordre économique, c'est-à-dire le rendement du capital investi du point de vue économique qui définit la contrainte extérieure de l'économie turque.

Sur ce registre, on constate pour la période en question (2002-2016) un relâchement sans précédent de la contrainte extérieure. Alors que sur la période 1984-2001 les entrées nettes de capitaux s'élevaient en moyenne à 1,6 milliard de dollars par an, sur la période 2002-2016 celles-ci s'établissaient à un peu moins de 40 milliards de dollars. En proportion du PIB turc, les observations confirment ce constat effectué en termes nominaux ; alors que sur la période 1984-2001 le déficit courant correspondait à 0,6 % du PIB de la Turquie, sur la période 2002-2016 celui-ci s'élevait à 4,8 % du PIB turc.

Comment expliquer ce relâchement de la contrainte extérieure ? Pour les uns, les bonnes politiques économiques menées par les gouvernements de l'AKP auraient réussi à accroître l'attractivité de l'économie turque auprès des investisseurs étrangers. Tandis que pour d'autres, ces afflux sans précédent sont dus aux largesses des banques centrales des pays développés, notamment aux injections massives de liquidités de la Fed et de la BCE à la suite de la crise des *subprimes*.

L'observation des données témoigne du fait que les deux arguments ont leur part de vérité, mais pour des périodes différentes. Si l'hypothèse de l'attractivité de l'économie turque est vérifiée pour la période allant de 2002 à 2008, celle de l'abondance des liquidités apparaît plus convaincante pour la période qui a suivi 2009.

En observant la part de la Turquie dans les flux de capitaux mondiaux, on constate que celle-ci augmente jusqu'en 2008, puis accuse une baisse par la suite.



En ce sens, la crise des *subprimes* de 2008, bien qu'elle ait plongé l'économie turque en dépression en 2009, a constitué une aubaine pour celle-ci, avec des taux d'intérêt historiquement bas depuis la crise de 1929. Cette évolution est particulièrement visible à travers la part de la Turquie dans le stock mondial de la dette privée non garantie. En somme, l'abondance de liquidités mondiale a permis de masquer la dégradation de l'attractivité de l'économie turque depuis 2009, mais cette période touche à sa fin vers la fin de 2016, comme en témoigne la dépréciation rapide de la livre turque qui met à nu la fragilité du régime de croissance turque. La dépendance vis-à-vis des apports de capitaux extérieurs prend une autre ampleur lorsque le besoin de nouveaux crédits destinés à rembourser la dette arrivée à échéance est pris en compte. En 2015, ce besoin de financement correspondait à 25% du PIB turc (dont 21 points pour le renouvellement de la dette arrivée à échéance et 4 points pour le financement du déficit courant).

Finalement, on s'aperçoit que le maintien de l'attractivité de l'économie turque s'avère primordiale pour le maintien du rythme de croissance. Que s'est-il passé ? La chronique de l'attractivité de l'économie turque depuis la crise de 2001, offre des éclaircissements intéressants qui attirent l'attention sur les causes de nature politique.

*Causes et conséquences politiques de cette évolution, de l'émergence aux premiers revers économiques :*

Ces causes politiques peuvent être classées en trois catégories :

- les politiques macroéconomiques suivies et le rythme des réformes structurelles,
- l'évolution du projet d'intégration à l'Union Européenne,
- les changements intervenus dans les orientations de la diplomatie turque.

Tout d'abord, il convient de souligner qu'à l'origine de la réussite économique de la première période réside incontestablement le refus d'un retour aux politiques budgétaires et monétaires populistes qui caractérisaient les années 1980 et 1990. Le déficit public qui était à l'origine des crises récurrentes a été réduit et la dette publique, qui avait atteint 87% du PIB en 2001, a été ramenée à moins de 40%. L'inflation fut ramenée sous la barre des 10% dès 2004 pour la première fois depuis trois décennies. La réduction de la charge de la dette qui s'en est suivie a créé une formidable marge budgétaire pour l'accroissement des dépenses sociales, ce qui a sans doute contribué à la popularité du gouvernement AKP. En revanche, sur le registre des réformes structurelles, si la période 2002-2008 est marquée par

un activisme en vue d'obtenir l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Union européenne, la période suivante est caractérisée par une pause, suivie d'un certain recul, comme en témoignent par exemple les pressions exercées par le gouvernement sur la Banque centrale, en faveur d'une baisse du taux d'intérêt, semant des doutes sur la dépendance de celle-ci. Plus récemment, les expropriations d'hommes d'affaires soupçonnés d'être proches du mouvement galéniste, dans le cadre de l'état d'urgence décrété après le coup d'État manqué de juillet 2016, ne manquent pas de susciter des inquiétudes chez les investisseurs étrangers.

Ensuite, quant à l'évolution du projet d'intégration à l'Union européenne, les dynamiques de départ se trouvent enrayées. Cette évolution sera développée par Didier Billion. En résumé, il est possible d'affirmer que l'année 2008 constitue un tournant. L'engouement suscité par l'ouverture des négociations d'adhésion s'est très vite transformé en attentisme, avec l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy en France et, en Allemagne, d'Angela Merkel qui suggérait « un partenariat privilégié » à la place d'une adhésion à part entière.

Enfin, sur le plan de la politique étrangère, l'évolution est marquée par un changement de doctrine, aux alentours de 2008-2009, qui a eu des conséquences économiques. L'année 2008 est en effet marquée par le départ d'Abdullah Gül du ministère des Affaires étrangères à la suite de son accession à la présidence de la république et par l'arrivée, d'Ahmet Davutoğlu aux commandes de la diplomatie turque en 2009, après une période transitoire avec Ali Babacan. Comme il s'agit d'un sujet qui sera développé par Jana Jabbour, je vais me limiter aux aspects économiques.

La politique étrangère initiale s'inscrivait en continuité avec la doctrine d'une diplomatie de bon voisinage au service des intérêts mercantiles initiée de longue date. Notamment dans les rapports avec les voisins du Moyen-Orient, comme le suggérait au début des années 1990, Edward Luttwak, spécialiste du *Center of Study of International Strategy* de Washington. Celui-ci conseillait une « stratégie d'indifférence calculée » pour la Turquie qui « *devrait aborder le Moyen-Orient non pas avec des armes, mais avec des caisses enregistreuses. La politique étrangère n'apporte pas d'argent, mais elle en enlève. C'est pourquoi la politique extérieure de la Turquie devrait être passive du point de vue politique et active du point de vue économique. La politique extérieure devrait être non pas au service d'elle-même, mais au service de l'économie.* »<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Cf. entretien accordé au quotidien *Cumhuriyet*, 12/02/1991.

Si la politique étrangère turque fut conforme à ce principe dès 1980 jusqu'en 2008-2009, la nouvelle doctrine inspirée de la thèse de « profondeur stratégique » d'Ahmet Davutoğlu, était imprégnée de visées géopolitiques qui reléguait au second plan les intérêts économiques.<sup>2</sup> L'une des différences fondamentales dans cette rupture apparaît dans les nuances qui résident dans la volonté de réduire la dépendance économique de la Turquie vis-à-vis de l'Union européenne :

Alors que la stratégie mise en place par Turgut Özal dans les années 1980 envisageait le développement des relations économiques avec les pays voisins dans une perspective mercantile comme un complément, afin d'amortir les pertes d'un fin de non-recevoir de l'Union européenne, celle prônée par la nouvelle équipe, plus ambitieuse, envisageait ces relations comme un substitut au projet d'intégration européenne, en vue de reconstituer un espace économique dans l'aire ottomane. En janvier 2012, Ali Babacan qui a été ministre des Affaires étrangères en transition entre Abdullah Gül et Ahmet Davutoğlu, puis vice-Premier ministre à l'époque, déclarait « *Il n'y a rien de plus naturel pour nous que de développer nos relations qui viennent de l'histoire. Nous croyons profondément que cette géographie constitue une aire économique unifiée. Nous avons une vision dans laquelle les individus, les biens et les capitaux pourront circuler librement, où les frontières n'auraient plus de sens. Nous avons une vision, comme dans le cas de l'UE, d'une région où quelqu'un qui partirait d'Albanie aurait la liberté de circuler aisément jusqu'à Koweït, à Bahreïn ou au Maroc. Naturellement, la Turquie sera le leader de cette région. Avec cela nous voulons constituer une géographie privilégiant la démocratie, la paix, la sécurité et la prospérité.* »<sup>3</sup>

Or, vouloir développer les échanges économiques avec les pays voisins est une chose, vouloir substituer ces échanges à ceux que la Turquie entretient avec l'Union européenne en est une autre. Les paramètres économiques, comme la taille de ces économies ainsi que les différences des structures productives, indiquent d'emblée le manque de réalisme du projet envisagé.

Le PIB des économies prises en compte dans le cercle des pays voisins et avoisinants de la stratégie envisagée, correspondait à l'époque à 8% du PIB mondial, contre 25% pour l'Union européenne !

Encore plus important, les structures productives existantes constituaient un

---

<sup>2</sup> Cf. Davutoğlu Ahmet, *Stratejik derinlik (Profondeur stratégique)*, Istanbul, Küre yayınları, 2001.

<sup>3</sup> Cf. quotidien turc *Hürriyet* du 27 janvier 2012, notre traduction.

obstacle insurmontable, dans la mesure où les partenaires commerciaux supposés privilégiés, compte tenu de leur degré de développement économique, étaient incapables de fournir les biens technologiques que la Turquie avait besoin d'importer.

Bien que les débuts de la mise en place de la doctrine de « profondeur stratégique » aient été marqués par l'objectif de bon voisinage en pratique, la dimension idéologique visant à reconstituer l'influence de la Turquie dans l'espace ottoman a rapidement pris le dessus, même si l'expression « néo-ottoman » est soigneusement évitée dans les discours. La Turquie fut alors entraînée dans les conflits du Moyen-Orient dont les conséquences furent d'une part le recul de l'attractivité de l'économie turque et d'autre part des coûts économiques non négligeables provoqués par des crises. Alors que la Turquie, qui avait gardé sa neutralité dans le conflit armé entre l'Iran et l'Irak, avait profité des opportunités commerciales dans les années 1980, elle subit actuellement des pertes économiques au service d'une politique étrangère « proactive » prônée par Ahmet Davutoğlu, même si cette politique semble avoir été abandonnée récemment au profit des prises de positions tactiques dont la doctrine demeure intangible, tant les orientations au jour le jour sont variables. Il convient de rappeler au passage que la part du Moyen-Orient dans le commerce extérieur turc avait dépassé celle de l'Union européenne durant le conflit armé entre l'Iran et l'Irak dans les années 1980 où la Turquie avait maintenu sa neutralité.

Ces changements d'orientations tactiques du gouvernement turc engendrent non seulement la dégradation de l'image d'un pays engouffré dans les conflits armés aux yeux des investisseurs étrangers, mais aussi des coûts économiques réels. La guerre civile en Syrie encouragée par la diplomatie turque en vue d'établir un nouveau régime proche des attentes du pouvoir actuel turc, en détrônant Bachar el-Assad, pourtant considéré comme un partenaire de choix dans un premier temps, s'est soldée par 2,7 millions de réfugiés syriens en Turquie. Les dépenses effectuées pour leur maintien correspondaient à 1,1 % du PIB turc, dont 5 % seulement prises en charge par la communauté internationale, selon l'évaluation de l'OCDE à partir des déclarations des autorités turques. Dans le même ordre d'idées, la crise avec la Russie à la suite de l'incident de l'avion de chasse russe abattu par l'aviation turque à la frontière Syrienne en novembre

2015, s'est soldée par la baisse des recettes touristiques<sup>4</sup> et des exportations turques vers la Russie. La baisse des recettes touristiques, imputable d'une part aux attentats perpétrés sur le sol turc en liaison avec le conflit syrien et d'autre part à la chute du nombre des touristes russes, s'élève à environ 1,3% du PIB turc.<sup>5</sup> Il s'agit d'autant de ressources perdues pour le développement de l'économie turque, sans compter les pertes de débouchés dans la région à la suite de la guerre, ainsi que les coûts engendrés par l'effort de guerre avec l'engagement des forces armées turques en Syrie.

On s'aperçoit que si la Turquie abordait le Moyen-Orient avec des « caisses enregistreuses » comme le suggérait Edward Luttwak, elle semble s'engager désormais dans la voie des orientations idéologiques qui « enlève de l'argent ». Dans cette configuration, comme en témoigne l'évolution de la part de la Turquie dans les flux de capitaux internationaux, l'attractivité de l'économie turque aux yeux des investisseurs étrangers se trouve sérieusement entamée.

En conclusion, jusqu'au tournant de 2008-2009 l'économie turque offrait une belle histoire aux investisseurs étrangers, une économie stable grâce aux politiques économiques privilégiant la stabilité macroéconomique, pays ayant entamé les négociations d'adhésion à l'Union européenne et une diplomatie de puissance régionale tranquille. L'engouement des investisseurs étrangers, en particulier européens, a été à la hauteur des attentes suscitées par la perspective européenne de la Turquie. Mais à partir de 2009, à l'exception des politiques macroéconomiques, les dynamiques de l'intégration à l'Union européenne, ainsi que celles de la diplomatie turque se sont inversées. Il s'agit désormais d'un pays, certes qui continue à mener des politiques veillant à la stabilité macroéconomique, mais qui s'éloigne à grands pas de la perspective européenne et qui s'empêtre dans le chaos moyen-oriental, même si l'abondance des liquidités à l'échelle mondiale qui a suivi la crise des *subprimes* a permis de masquer pendant un certain temps cette fragilité dans le financement du déficit extérieur. Il ne faut donc pas s'étonner que son attractivité se trouve écornée, c'est le moins que l'on puisse dire, alors que tout promettait au départ un avenir radieux.

---

<sup>4</sup> Le nombre de touristes russes se rendant en Turquie est passé de 4,5 millions en 2014 à 850 000 en 2016. Dans le même temps le nombre total de touristes passait de 36 à 25 millions.

<sup>5</sup> Entre 2014 et 2016 les recettes touristiques passaient de 29,5 milliards de \$ à 18,7 milliards ; soit une perte de 10,8 milliards.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Akagül.

Vous nous avez très bien montré comment la réorientation de la Turquie vers, principalement, le Moyen-Orient était un calcul erroné, au moins sur le plan économique, dans la mesure où le poids spécifique des économies du Moyen-Orient est très inférieur au poids que conservent les économies européennes.

Vous sembliez indiquer que cette réorientation date de 2008 et non de 2011. Or c'est en 2011 que la Turquie va soutenir les révolutions arabes, s'impliquer dans l'affaire syrienne. Que se passe-t-il entre 2008 et 2011 ?

DENIZ AKAGÜL

J'ai parlé du changement d'orientation dans l'esprit de Davutoğlu qui parlait déjà, quand il est arrivé au pouvoir, de développer ces relations. Mais, en raison de moyens limités, les Turcs n'ont pas pu réorienter grand-chose. Ces intentions sont donc restées au niveau du discours.

## *Deuxième partie*

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Nous allons maintenant passer à la vision de politique étrangère.

L'effondrement de l'URSS étant quand même la grande césure dans la politique internationale, nous écouterons d'abord M. Bayram Balci qui va nous parler de la Turquie dans l'espace post-soviétique. En effet, ces événements, qui datent du début des années 1990, ont changé le positionnement de la Turquie dans son environnement global.

Puis nous demanderons à Mme Jabbour de nous parler de la politique étrangère turque comme politique étrangère d'un pays émergent.

Nous nous tournerons alors vers M. Didier Billion qui, avec toute sa connaissance du sujet, pourrait nous parler de l'évolution des rapports entre la Turquie et l'Union européenne.

Je me tourne vers M. Balci.

BAYRAM BALCI

### *La Turquie dans l'espace post-soviétique*

Mesdames,

Messieurs,

Je vous remercie de m'avoir invité.

Il y a deux raisons fondamentales pour lesquelles il est important de parler de la Turquie dans l'espace post-soviétique :

La première est qu'il y a beaucoup d'États turcophones dans cet espace où la Turquie cultive une politique d'influence depuis la fin de l'ère soviétique. En effet, l'Azerbaïdjan et quatre des cinq républiques d'Asie centrale partagent avec la Turquie une certaine parenté ethnique, linguistique et religieuse.

La deuxième est que la Russie est un voisin et, depuis quelques années, un partenaire fondamental pour la Turquie, ce qui inquiète d'ailleurs les partenaires

occidentaux d'Ankara.

En guise d'introduction, on peut se poser la question de ce que représentent le Caucase et l'Asie centrale pour la Turquie.

Depuis quelques années on parle de la Turquie comme modèle pour le Moyen-Orient mais, il y a plus de vingt ans, en 1991, à la fin de l'Union Soviétique, on parlait déjà de la Turquie comme modèle de transition pour les pays nouvellement indépendants (Ouzbékistan, Kazakhstan, Azerbaïdjan, Kirghizstan etc.). Cela a donné lieu à un débat très important qui a beaucoup fait réfléchir les diplomates turcs. Si les pays turcophones de l'ex-URSS sont tellement importants pour la Turquie, il est pourtant un fait que, dans leur histoire récente, tous ces États turciques ont été dominés par la Russie et ils se trouvent tous dans le giron de la Russie, sauf la Turquie. En effet, tous les États turciques dans le monde parlent le russe... sauf la Turquie ! À tel point que, en 1991, quand la Turquie voulait créer une langue commune, une langue turque standard permettant à la Turquie de constituer un monde avec les États frères, j'avais conseillé aux diplomates et linguistes turcs d'enseigner le russe à tous les Turcs plutôt que d'aplanir les différences entre le turc anatolien et les langues turciques d'Asie centrale et du Caucase. Cela aurait été plus facile pour créer une certaine unité entre les pays turcophones ! Il s'agit bien sûr d'une boutade mais qui montre à quel point la Russie fait partie du monde turc, du monde turcique, et même de la turcité. En effet, on ne peut séparer le monde turc et le monde russe, liés depuis longtemps. Même s'il y a eu des conflits, des tensions fortes entre la Turquie et la Russie, il y a quand même un certain nombre de relations qui sont toujours très importantes de nos jours.

Vingt ans avant les « printemps arabes », en 1991, on parlait déjà de modèle turc pour les pays turciques tout juste sortis du contrôle russo-soviétique. La Turquie voulait aider ces pays à passer d'une économie socialiste à une économie de marché. Elle souhaitait aussi que ces pays s'inspirent de la Turquie en matière de réforme de la langue et de l'alphabet et aussi en matière de fait religieux. Les ambitions de la Turquie étaient de se constituer une certaine sphère d'influence, voire d'exercer une sorte d'hégémonie et de se transformer en une nouvelle puissance régionale.



Une autre question me paraît cruciale à souligner quand on parle de la Turquie et de l'espace post-soviétique. On oublie souvent que cette ambition de créer un modèle turc, une sphère d'influence turque de la part d'Ankara dans cet espace turcophone lui avait été soufflée par ses alliés occidentaux. Ce qu'on appelait alors le « modèle turc », c'était aussi la volonté des alliés de la Turquie qui poussaient la Turquie à aller dans ce sens-là pour les intérêts propres des Occidentaux. En effet, en 1991, en Occident, en Europe, aux États-Unis, on avait très peur que les nouvelles républiques deviennent un terrain d'influence pour l'Iran ou l'Arabie Saoudite. On craignait aussi un retour de la Russie dans ses anciens satellites. C'est pourquoi beaucoup de pays occidentaux avaient poussé la Turquie à développer un modèle turc, proche des valeurs occidentales, pour rapprocher ces pays de la Turquie, donc de l'Occident, et éviter qu'ils ne soient tentés par des modèles hostiles ou concurrents de l'Occident.

Les choses ont évolué différemment car la politique turque, dans ses relations avec les pays de l'Asie centrale et du Caucase, était fondée sur un malentendu. En effet, l'idée de créer, à partir de la Turquie, un monde qui allait de l'Adriatique à la Muraille de Chine, une sphère d'influence turque, un monde turc, un bloc, une unité turcique, n'a pas abouti car un tel projet n'était pas forcément ce que souhaitaient les pays nouvellement indépendants. Au contraire ces nouvelles républiques indépendantes étaient à la recherche d'une politique qui renforce leur indépendance et leur visibilité sur la scène internationale.

Néanmoins, on peut constater qu'au niveau des relations d'État à État, la Turquie entretient des relations privilégiées avec l'Azerbaïdjan, un pays très important, mais aussi avec le Kazakhstan et le Kirghizstan. Avec l'Ouzbékistan, pour une multitude de raisons, les relations ont été mauvaises pendant longtemps mais on constate une amélioration depuis l'arrivée au pouvoir de Shavkat Mirzoev qui a succédé au défunt Islam Karmov dont le pourvoir a duré 27 ans. Si le projet de la Turquie de coopérer avec ces États et de créer une espèce de bloc n'a pas été très bien accueilli, c'est parce que ces jeunes États étaient assez jaloux de leur indépendance. Par contre, au niveau des relations bilatérales entre la Turquie et chacun de ces États, la coopération a beaucoup mieux fonctionné et se poursuit à l'heure actuelle sur des bases assez saines.

Si on fait le bilan, sur les vingt dernières années, de l'influence turque en Asie centrale et dans le Caucase, on ne peut pas parler d'un échec total pour la Turquie. Même si la Turquie n'a pas été le centre d'un nouveau bloc turc, Ankara

a pu bâtir des bonnes relations avec la plupart des pays, mais, surtout, sa coopération avec chacune de ces républiques a pu les aider à s'intégrer sur la scène internationale. Sans être un nouveau pays « grand frère » qui a limité la souveraineté des pays, la Turquie a pu être un exemple, un cas d'étude à observer pour réussir son intégration sur la scène internationale. De plus, pour certaines questions, on a pu voir que ces États s'inspiraient de la façon dont, en Turquie, on gère le religieux, via la Direction turque des Affaires Religieuses (Diyanet). On observe dans chacun de ces États d'Asie centrale une même façon de créer une sorte d'islam officiel, étatique, contrôlé par l'État, dans lequel les différents courants de la population sont invités à se reconnaître pour pouvoir mieux gérer les relations entre l'État et la religion.

Faute de temps, je renonce à rentrer dans les détails des relations entre la Turquie et chacune de ces républiques dans tous les domaines, économique, culturel, politique. Il me paraît fondamental de s'arrêter un peu sur l'autre grande question qui concerne les relations entre la Turquie et l'espace post soviétique, qui est le récent rapprochement entre la Turquie et la Russie.

L'histoire des relations entre les Turcs et les Russes est assez complexe, faite d'échanges multiples, mais surtout de rivalité et de conflits. Pendant la période tsariste, Russes et Ottomans se sont très souvent affrontés, et les Russes ont toujours été victorieux. Cela a généré des perceptions réciproques assez ambivalentes.

Une brève amitié s'installe entre URSS (Lénine) et Turquie kémaliste (Atatürk) dans les années 1920, quand les deux pays se sentaient menacés par l'impérialisme occidental (nous étions encore dans une période de conquêtes coloniales). Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, les relations entre les deux pays restent tout à fait correctes. Mais assez vite, surtout après la Deuxième Guerre mondiale, dans la nouvelle configuration bipolaire, Turcs et Soviétiques se retrouvent dans des camps diamétralement opposés. Commence la Guerre froide où la Turquie adopte un ancrage occidental et sera une espèce de pilier de défense de l'OTAN contre l'hégémonisme et les politiques d'expansion de l'Union Soviétique.

Cette relation va perdurer jusqu'à la fin de la Guerre froide, en 1991. Les relations entre la Turquie et la Russie prennent alors un caractère conflictuel parce que Moscou craint que la Turquie devienne l'outil des Occidentaux dans le Caucase et en Asie centrale. Mais, assez vite, une politique de coopération

s'instaure entre les deux pays, pour différentes raisons, notamment par un certain pragmatisme qu'on observe chez l'un comme chez l'autre

La Turquie réalise à quel point son projet hégémonique de créer un monde turc ne tient pas et que, par contre, il y a des choses à faire au niveau bilatéral, avec chacun des pays, sans heurter la susceptibilité de la Russie dont on comprend le légitime droit de regard dans ces pays qui lui sont liés à divers égards.

Du côté de la Russie, on a l'impression que les Turcs et les Russes arrivent à trouver un langage commun pour coopérer aussi bien dans le Caucase qu'en Russie et en Asie centrale et que, de ce fait, il n'y a plus vraiment de rivalité mais une complémentarité entre les économies et les visions géostratégiques des deux pays.

Toutefois, une nouvelle phase des relations turco-russes va commencer avec les « printemps arabes » face auxquels les visions Turque et Russe divergent totalement.

La Turquie, au départ méfiante, soutient les changements de régime dans le monde arabe (Égypte, Tunisie, et Syrie) pour des raisons multiples, notamment du fait que les nouveaux pouvoirs post-régimes dictatoriaux sont souvent d'une tendance proche des Frères Musulmans, c'est-à-dire des formules politiques proches de l'idéologie de l'AKP, au pouvoir en Turquie depuis 2002.

En revanche, la Russie se méfie de toutes les révolutions, en particulier de celles qui font venir au pouvoir des partis politiques religieux, car elles pourraient servir d'exemples à ses anciens satellites (dans le Caucase et en Asie centrale). Elle manifeste donc une véritable hostilité à l'égard de ces changements de régime. En effet, pour la Russie, les printemps arabes ont des traits de ressemblance avec des changements de régimes par la révolution qui ont eu lieu dans l'ex-URSS, en Géorgie, Ukraine, voire au Kirghizstan où Moscou a perdu une partie de son influence et de son droit de regard.

Plus que les printemps arabes, c'est la crise syrienne qui va considérablement aggraver la relation entre Turquie et Russie, mettant les deux pays en tension, en conflit ouvert.

La Turquie, pour diverses raisons, soutient le changement de régime et va d'ailleurs constamment aider les rebelles syriens, alors que la politique de la Russie, depuis le départ, est de soutenir à fond le régime de Bachar el-Assad pour une multitude de raisons qui viennent de son engagement passé avec le régime de

Damas, par réflexe automatique anti-occidental du fait que l'Occident a soutenu le changement de régime, etc.

La divergence entre Ankara et Moscou a atteint son point culminant en novembre 2015 quand la Turquie a abattu un avion de chasse russe à la frontière turco-syrienne, provoquant la rupture des relations entre Turquie et Russie et entraînant une opposition frontale entre les deux États sur le sol syrien.

Mais cette rupture ne durera pas longtemps. Elle ne pouvait durer longtemps, pour plusieurs raisons.

En effet, sur fond de dialogue économique, gazier, mais aussi et surtout du fait de la détérioration des relations entre la Turquie et ses traditionnels alliés occidentaux, depuis mars 2016, on assiste à une nouvelle embellie dans les relations entre les deux pays. Assez rapidement, les Turcs et les Russes ont compris qu'ils avaient besoin les uns des autres malgré tout ce qui les divise dans la question syrienne.

En raison de la complémentarité entre les économies turque et russe – la Turquie, notamment, a besoin du gaz russe et des touristes russes – la coopération économique a repris entre les deux pays. Comme a repris le dialogue sur la question syrienne, même si des tensions – ou en tout cas des malentendus – subsistent : Vis-à-vis de Bachar il y a encore des désaccords et la Russie ne soutient guère la Turquie dans la question kurde en Syrie.

La Turquie a besoin d'avoir des relations apaisées avec une puissance comme la Russie car ses propres alliés occidentaux ne la soutiennent pas assez dans les bouleversements régionaux qui prennent une tournure néfaste pour la Turquie. Elle a le sentiment d'être abandonnée par un Occident dont elle fait pourtant partie. Or la Russie, dans la crise syrienne, malgré le désaccord, en donnant une place à la Turquie, en lui permettant par exemple d'intervenir sur le sol syrien, en la prenant pour partenaire dans les négociations lors de la restitution de Halep au régime de Bachar, réduit sa marginalisation.

La Russie, elle, a besoin de la Turquie pour avoir un minimum de contrôle sur les rebelles modérés sur lesquels la Turquie a une certaine influence. Et elle a conscience que, en dépit de leurs désaccords sur la crise syrienne, la Russie a intérêt à coopérer avec la Turquie, même sur le théâtre syrien, afin de pouvoir apporter à long terme une solution à la crise syrienne.

Mais surtout, à travers la Turquie, la Russie humilie les Occidentaux. La Turquie est pour la Russie un instrument de perturbation de l'ordre otanien. Et, en effet, depuis quelques années, le rapprochement entre la Turquie et la Russie, y

compris en matière de projet d'achat d'armement, inquiète les Occidentaux qui y voient une sorte d'infidélité de la Turquie au regard de ses engagements otaniens.

Mais si la Turquie se rapproche d'une manière considérable de la Russie, ce n'est pas le signe d'un éloignement de l'Occident. C'est, au contraire, qu'elle a le sentiment d'être incomprise, abandonnée dans la crise syrienne et insuffisamment soutenue face à tout ce qui la menace.

Pour ce qui est de la Russie, la volonté de se rapprocher de la Turquie est un moyen pour Poutine de régler ses comptes et d'affaiblir le camp occidental : Le fait qu'un pays comme la Turquie, membre de l'OTAN, est poussée à une coopération aussi forte avec la Russie est un message fort envoyé à l'OTAN et aux Occidentaux.

La Turquie se tourne vers la Russie par défaut, par isolement, parce qu'elle a le sentiment de ne pas être comprise par ses partenaires traditionnels qui sont les Occidentaux. D'autre part, les relais de la Russie en Turquie sont faibles et la société turque reste plus pro-occidentale que pro-russe.

Les Occidentaux pourront-ils trouver un compromis, une solution, pour rassurer la Turquie, pour éviter qu'elle ne s'engage excessivement à l'Orient ? C'est cette question qui déterminera les évolutions des années à venir.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Merci, M. Balci.

Vous nous avez rappelé que la Turquie était un pays de l'OTAN depuis très longtemps et qu'une sorte de pacte de fidélité lie la Turquie à l'OTAN – donc aux États-Unis – mais que les choses ont changé, que la Turquie a pu être tentée de se rapprocher, à certains moments, de la Russie. Tout cela est toujours un peu à nuancer parce qu'il subsiste des points de désaccord, notamment sur l'affaire syrienne et sur les questions moyen-orientales sur lesquelles les États-Unis et la Turquie ne sont pas spontanément d'accord mais peuvent trouver des accords ponctuels.

Dans cet environnement nouveau, on voit s'élaborer dans l'esprit du ministre des Affaires étrangères qui était aussi Premier ministre, M. Davutoğlu, l'idée que la Turquie a une profondeur stratégique, qu'elle peut penser une diplomatie de pays émergent, ce qui, d'une certaine manière, est une réponse à l'éloignement de

l'Occident ou à l'attitude des Européens. Évidemment, tout doit être compris à la lumière de l'ensemble.

Je pense que Mme Jana Jabbour pourrait maintenant nous dire comment cette idée est venue à M. Davutoğlu en 2008.

Vous allez nous parler de cette évolution de la politique étrangère turque. Comment la Turquie en est-elle venue à intervenir au Moyen-Orient, en Syrie, à se brouiller avec l'Égypte après l'éviction de M. Morsi... ? Sans oublier ses relations avec l'Iran et d'autres problèmes avec l'Arabie saoudite ou le Qatar.

Nous attendons de vous que vous nous aidiez à déchiffrer ce tableau.

JANA JABBOUR
--------------

### *La politique étrangère de la Turquie*

Merci M. Chevènement, de m'avoir invitée à participer à ce colloque très intéressant.

Croiser nos points de vue constitue la plus-value de cette conférence sur la Turquie.

Les années 2000 sont marquées par un phénomène nouveau, celui du retour de la Turquie au Moyen-Orient après près d'un siècle de divorce turco-arabe. Depuis la fondation de la République par Mustapha Kemal Atatürk, le Moyen-Orient était surtout perçu comme une zone dont il fallait absolument se distancier, surtout pour une Turquie qui voulait adopter une modernisation à l'européenne, une modernisation occidentale. Or, dans les années 2000 et de façon concomitante à l'arrivée au pouvoir de l'AKP en novembre 2002, nous assistons à un réinvestissement turc dans la région du Moyen-Orient. Cet engagement régional turc a été multiforme : sur le plan politique, il s'est manifesté par la pacification des relations bilatérales avec les États arabes, popularisée par le slogan « zéro problème avec les voisins » ; sur le plan économique, il s'est traduit par la signature d'accords de libre-échange et par l'annonce faite par Erdoğan, en novembre 2010, de la mise en place d'un espace de libre circulation des biens et des personnes au Moyen-Orient, qui serait appelé espace « Shamgen », en écho à l'espace Schengen (« Sham » signifiant, en arabe, les pays du Levant, les pays du Machrek). Enfin, sur le plan socioculturel, le retour de la Turquie en Orient s'est

matérialisé par la projection d'un *soft power*, d'une puissance douce, par l'essor du tourisme et l'exportation massive de feuilletons et de films turcs qui ont inondé le marché arabe de l'audiovisuel, mais aussi par la mise en place d'instituts culturels et linguistiques turcs, les instituts *Yunus Emre*, dont un à Paris, sur l'avenue des Champs Élysées.

Deux notions sont généralement invoquées pour expliquer ce phénomène : le néo-ottomanisme et le pan-islamisme. La première réfère à l'idée que la Turquie est mue par une « pulsion impériale », et que son ambition est de se construire une sphère d'influence dans les territoires ayant jadis fait partie de l'Empire ottoman. Cette notion de néo-ottomanisme n'est pas très nouvelle puisque, comme Bayram Balci le soulignait, cette expression est apparue dans les années 1990 dans le langage de l'administration américaine pour désigner l'engagement de la Turquie dans l'espace post-soviétique. À l'époque, ce néo-ottomanisme revêtait une connotation très positive dans le discours américain puisqu'il était supposé créer dans l'espace post-soviétique une sphère d'influence turque contre une sphère d'influence russo-orthodoxo-soviétique. Quant au pan-islamisme, il signifie que la politique étrangère turque est mue par des facteurs idéologiques, et que l'objectif d'Ankara est de promouvoir la solidarité islamique, l'unité de la « *oumma* », dans une tentative de se construire un « *Commonwealth* islamique » qui gravite autour d'elle. Ces deux tendances, néo-ottomanisme et pan-islamisme, ont été attribuées au parti au pouvoir, le parti de la Justice et du Développement (AKP) qui, étant d'origine islamiste, éprouverait naturellement une nostalgie pour l'époque califale et impériale qu'il tenterait de ressusciter.

Ces deux notions, même si elles ne sont pas dénuées de sens, offrent une vision réductrice de la politique étrangère turque. Comprendre celle-ci exige de sortir de l'« exceptionnalisme moyen-oriental », cette approche qui consiste à considérer que ce qui se passe au Moyen-Orient ou dans un pays musulman est spécifique à cette région et échappe aux tendances mondiales.

Le comportement international de la Turquie des années 2000 doit être compris à travers un prisme nouveau, celui des « puissances moyennes émergentes » et leur quête de statut et de reconnaissance sur la scène internationale.

En effet, le XXI<sup>ème</sup> siècle est marqué par un basculement de la puissance, une sorte de *power shift*, de l'Ouest vers l'Est, des grandes puissances traditionnelles d'hier aux nouvelles puissances émergentes d'aujourd'hui. Une nouvelle grammaire des relations internationales émerge où les « petits » tentent de s'affirmer au détriment des « grands ». Or, la Turquie fait partie de ces nouvelles puissances moyennes qui entendent profiter du contexte fluide de la post-

bipolarité pour s'autonomiser et s'affirmer. Comme l'a souligné Deniz Akagül, dans les années 2000, et pour la première fois de son histoire, la Turquie accède au statut de « puissance moyenne émergente » selon les critères de la Banque mondiale : il s'agit d'une puissance en position intermédiaire entre le Nord et le Sud, entre les Grands et les Petits États, qui repose sur une économie dynamique, ouverte aux exportations, avec un PIB par habitant supérieur à 10 000 dollars, et un pays qui tente de convertir sa puissance économique en pouvoir politique et en droit de participation à la gestion des affaires mondiales. Le propre de la Turquie des années 2000, son ADN, c'est de mener une diplomatie de quête de statut et de reconnaissance à l'échelle mondiale, qui est caractéristique des toutes les puissances émergentes.

Or, en tant que puissance moyenne émergente, la Turquie était naturellement et mécaniquement portée à déborder à l'extérieur de ses frontières, à empiéter sur ses voisins et à s'imposer comme pôle de puissance dans son environnement régional proche, à savoir le Moyen-Orient.

#### *La « doctrine Davutoğlu ».*

Pour cerner le jeu de la Turquie au Moyen-Orient et sur la scène internationale, il est essentiel de revenir au texte qui a constitué la base et le fondement de la politique étrangère turque des années 2000, à savoir un livre de 600 pages, intitulé *Profondeur stratégique : La position internationale de la Turquie*, écrit par Ahmet Davutoğlu, conseiller d'Erdoğan en politique étrangère de 2003 à 2009, ministre des affaires étrangères de 2009 à 2014, date à laquelle il devient Premier ministre jusqu'à son éviction en 2016.

Dans ce livre, publié en 2001, un an avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP, et traduit uniquement en grec, en albanais et en arabe, Davutoğlu – alors professeur de relations internationales à l'université du Bosphore à Istanbul – énonce que la Turquie doit profiter de l'après-Guerre froide pour devenir une « puissance centrale » et un « État pivot », c'est-à-dire un acteur incontournable de la scène internationale. Pour lui, la Turquie, devrait acquérir un statut digne de sa grandeur passée.

Or, pour réaliser sa quête de statut, la Turquie doit faire usage du Moyen-Orient : elle doit construire un *hinterland*, une sphère d'influence dans la région, et utiliser cet espace comme une arrière-cour, afin d'accroître sa valeur stratégique et acquérir à terme le statut de « puissance centrale ». Il y a donc une vision instrumentale du Moyen-Orient, d'ailleurs désigné par le terme



*Lebensraum* (l'espace vital), la région n'étant pas une fin en soi de la diplomatie turque mais un moyen pour réaliser un objectif plus large (quiconque contrôle le Moyen-Orient contrôle le monde). Cette vision instrumentale de la région est d'ailleurs perceptible à travers la métaphore du tir à l'arc, qu'il répète tout au long de son livre et qui deviendra plus tard l'adage et le slogan préféré des diplomates turcs au sein du ministère des Affaires étrangères : « Il faut concevoir notre politique au Moyen-Orient à travers la métaphore du tir à l'arc ; plus nous tirons fort au Moyen-Orient et plus loin nous atterrirons en Europe et dans le monde ». Une relation dialectique est ainsi établie entre l'émergence de la Turquie comme puissance régionale et ses chances d'adhésion à l'Union européenne. Et, tout au long du livre, s'exprime un désir très fort d'Europe motivé à la fois par la quête de statut et par la mémoire historique des Turcs. En effet, les Turcs, en particulier dans l'esprit de Davutoğlu, ont été très marqués par l'humiliation que leur a infligée l'Europe en désignant l'Empire ottoman comme « l'homme malade de l'Europe ». Une manière de laver l'humiliation et de restaurer l'amour-propre blessé est justement de montrer que la Turquie n'est plus « l'homme malade de l'Europe » et donc de retrouver une place en tant que membre de l'Union européenne.

Deux remarques peuvent être faites à ce stade :

1/ De 2002 à 2010, la Turquie n'a jamais fait un choix clair entre orientation moyen-orientale/islamique, et orientation européenne. Au contraire, les dirigeants turcs ont adopté une « diplomatie du grand écart » qui consiste à jouer sur plusieurs tableaux et à tisser des liens forts avec des acteurs antagoniques du système international, avec l'Occident (les États-Unis, l'Union européenne...) et l'Orient, (le Hamas, l'Iran...) avec les puissances du Nord et les pays du Sud.

Ce grand écart est d'ailleurs perceptible dans le discours civilisationnel et politique de l'AKP au début des années 2000 où la question de l'identité (européenne, asiatique, orientale, musulmane) de la Turquie n'a jamais été tranchée. Le discours se caractérisait, plutôt, par la « volatilité identitaire » : en fonction de leur interlocuteur, les responsables turcs insistaient sur tel ou tel autre aspect de l'identité turque.

2/ Tout au long de la décennie 2000, et en grande partie grâce à l'apport de Davutoğlu, la stratégie turque au Moyen-Orient est une stratégie libérale : il s'agit d'utiliser l'économie pour créer dans la région une interdépendance économique

et politique qui profite à Ankara. À aucun moment, il n'a été question d'islam et d'islamisme (pas de référence à l'islam, pas de discours à connotation islamiste).

### *Les révolutions arabes et le repositionnement turc.*

Tout va changer avec les révolutions arabes.

Dans l'après-révolutions, il est possible de distinguer trois tournants dans la politique étrangère turque.

#### *Premier tournant : 2010 et le tournant « islamiste » de la politique étrangère turque.*

Au lendemain des révolutions, Ankara a décidé de se présenter comme le « grand pays tutélaire » de la mouvance islamiste dans le monde arabe. Faisant le pari que les islamistes arabes, étant les mieux organisés, allaient gagner les élections, le gouvernement AKP a décidé, en coulisse, d'orchestrer leur montée en puissance. Ceci s'est fait grâce à un soutien financier et logistique, mais aussi à travers un transfert de savoir-faire : l'AKP a ainsi offert aux Frères musulmans égyptiens, aux membres du parti Al Nahdha en Tunisie et à une myriade de « musulmans démocrates » dans la région, des séminaires et ateliers de formation portant sur la transformation d'une confrérie en parti politique, l'organisation d'une campagne électorale, la mise en place d'un programme politique... Il s'agissait là d'une position motivée autant par des facteurs idéologiques que par le pragmatisme politique : le gouvernement AKP entendait « clientéliser » les islamistes arabes de façon à ce que le nouvel ordre régional qu'ils sont amenés à construire gravite autour d'Ankara. C'est donc une politique motivée tant par une connivence idéologique avec les islamistes que par des facteurs purement pragmatiques.

Ce tournant « islamiste » de la politique étrangère, est nourri par deux évolutions : une évolution intérieure et une évolution extérieure à la Turquie :

*En interne*, en juin 2011, l'AKP gagne les élections législatives avec 48 % des voix. Erdoğan brigue son troisième mandat de Premier ministre : il a consolidé sa place sur la scène politique turque, il a éliminé ses rivaux, et il commence à nourrir une folie des grandeurs. Erdoğan en vient alors à se percevoir comme un sultan, comme le *leader* de la communauté islamique dans un supposé choc de civilisations dans lequel il serait le défenseur de l'islam opprimé (d'où la multiplication, dans son discours, de références islamiques).

*En externe*, la Turquie commence en 2011 à perdre espoir dans sa candidature européenne : elle se sent humiliée, rejetée, et cherche donc un substitut et un champ de compensation à l'Union européenne, qu'elle trouve dans le « nouveau Moyen-Orient » postrévolutionnaire.

Ce tournant islamiste est reflété dans le nouveau discours civilisationnel développé par l'AKP au lendemain des révolutions et qui consiste à définir la « turcité » (l'identité turque) comme synonyme d'ottomanisme et d'islamisme : est Turc celui qui se reconnaît comme descendant des ancêtres ottomans et qui se sent appartenir à la civilisation islamique.

#### *Deuxième tournant : la révolution syrienne.*

On a tendance à oublier que, au tout début de la révolution syrienne, les Turcs ont tout fait pour maintenir Al-Assad au pouvoir. En effet, dans les années 2000, la Syrie était la porte d'entrée du Moyen-Orient et les excellentes relations entre Davutoğlu, Erdoğan et Bachar Al-Assad étaient considérées comme une condition indispensable pour que la Turquie devienne une puissance régionale importante, étant donné le rôle prépondérant de la Syrie dans la région. Entre mars 2011 et fin août 2011, Davutoğlu et Erdoğan ont donc fait la « diplomatie de la navette » entre Ankara et Damas. Ils ont visité Bachar Al-Assad 18 fois pour le convaincre de faire des concessions aux révolutionnaires afin de se maintenir au pouvoir.

En août 2011, plusieurs facteurs vont pousser la Turquie à changer de position et, en septembre 2011, Ankara prend la décision officielle de renverser Al-Assad, l'ancien allié et ami devenu un « enfant indocile ». Cette décision représente une inflexion majeure dans la politique étrangère turque : Ankara est passée d'une politique d'*adaptation* au changement au Moyen-Orient à une politique d'*impulsion* du changement. Jusque-là, la politique turque consistait à attendre que les régimes arabes tombent pour, dans une deuxième phase, soutenir les révolutionnaires. Mais il s'est produit une « inflation de puissance » qui a poussé la Turquie à avoir l'illusion qu'elle est omnipotente et en mesure de provoquer le changement dans la région et de remodeler celle-ci en fonction de ses intérêts. Cette inflation de la puissance est une caractéristique de toutes les puissances émergentes aujourd'hui (Brésil, Afrique du sud...) qui arrivent à croire qu'elles sont en mesure de contrôler leur sphère d'influence.

Dans cette période (2011-2015), et afin de réaliser son objectif de renverser Al-Assad, Ankara a offert un soutien matériel et logistique à l'opposition syrienne. Or, à partir de 2013, et dans un contexte de prolongement de la crise syrienne et de radicalisation progressive de l'opposition, Ankara s'est trouvée comme *sponsor*

de groupes radicaux jihadistes, dont le plus fort est *Daech*. Le gouvernement AKP a alors pensé (naïvement !) qu'il pouvait instrumentaliser *Daech* doublement, pour renverser Al-Assad et pour contenir l'avancée des Kurdes en Syrie, avant de se débarrasser ensuite de ce mouvement.

Il s'est avéré que les ambitions de la Turquie étaient beaucoup plus importantes que ses capacités réelles. Au lieu de contrôler sa sphère d'influence, la puissance émergente turque finit par s'enliser dans l'engrenage syrien, avec des coûts importants et un « effet boomerang » destructeur : un coût économique (3 millions de réfugiés pour qui la Turquie dépense 10 milliards), un coût sécuritaire (la multiplication d'attentats terroristes sur le sol turc), et un coût politique qui se traduit par la mort dans l'œuf du processus d'ouverture aux Kurdes et surtout par la dérive autoritaire du gouvernement AKP qu'on ne peut comprendre qu'en la replaçant dans le contexte de la révolution syrienne. En effet, le sentiment d'être encerclé dans la région et piégé en Syrie a provoqué, chez le gouvernement turc, une réaction de crispation autoritaire et une rigidification, une concentration, une bonapartisation de ce pouvoir, en créant d'ailleurs au sein de la population une demande pour un gouvernement solide et fort capable de garantir la sécurité nationale du pays face à la déliquescence des États voisins. Ainsi, la crise syrienne est progressivement devenue une maladie qui ronge la Turquie de l'intérieur et l'affaiblit tant le plan régional qu'international.

### *Troisième tournant : 2015-2016 et le rapprochement avec Al-Assad en coulisse*

Réalisant les coûts de son engagement en Syrie, et consciente de l'avancée des Kurdes syriens sur le terrain, Ankara a procédé à une réévaluation de ses priorités en Syrie : désormais, l'expansionnisme kurde en Syrie est vu comme une menace plus grande pour la sécurité nationale turque que le maintien au pouvoir d'Al-Assad. Ainsi, fin 2015, le gouvernement AKP a tout fait pour se réconcilier avec Poutine et a tenté, en coulisse, un rapprochement avec Al-Assad dans la logique de « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Et je pense que la reprise de la ville d'Al-Bab en Syrie aurait été impossible sans la coordination étroite sur le terrain entre armées syrienne, turque et russe.

L'éviction de Davutoğlu de son poste de Premier ministre en mai 2016 est le symptôme de ce revirement diplomatique à l'égard de la Syrie : Davutoğlu était intimement associé à la politique de renversement d'Al-Assad de l'AKP. Or, afin de préparer l'opinion publique turque à cette volte-face, il fallait se débarrasser du « visage » de la politique syrienne de l'AKP et tourner ainsi la page du passé pour inaugurer une nouvelle ère dans les relations turco-syriennes.

Toutefois, depuis de départ de Davutoğlu, la diplomatie turque est un bateau ivre, sans repère : la politique étrangère d'Ankara est devenue « réactive », réagissant au coup par coup aux évolutions extérieures, sans stratégie claire pour le long terme.

Il est évident que le « jeu du tir à l'arc » imaginé par Davutoğlu a mal tourné : à force de « tirer fort » au Moyen-Orient, la Turquie s'est fait exclure de l'Europe. Or, en perdant ses horizons européens, la Turquie a aussi perdu son attrait au Moyen-Orient : en effet, son « pouvoir de séduction » dans la région reposait précisément sur son ancrage européen, qui fascinait les pays arabes et les amenait à voir en la Turquie le modèle d'un pays musulman « comme eux », mais moderne, développé, et candidat à l'Union européenne – donc un pays qui réussit mieux qu'eux... ! Aujourd'hui, on perçoit dans les cercles diplomatiques turcs un désir de se désengager du Moyen-Orient et de chercher une nouvelle sphère d'influence. C'est révélateur d'un problème essentiel en Turquie : le fait qu'on n'a pas encore tranché l'identité turque (européenne, occidentale, asiatique ou autre). Tant qu'un État cherche une sphère d'influence, c'est qu'il n'a pas décidé ce qu'est son identité.

Malgré les déboires actuels de la politique étrangère turque, et au-delà des sorties théâtrales d'Erdoğan (qui prend en otage la politique étrangère de son pays), la priorité stratégique de la Turquie reste l'Europe : pour les Turcs, intégrer l'Europe est un moyen d'intégrer la « cour des Grands », de réaliser leur quête de statut, mais aussi de se venger de l'humiliation passée, l'Empire ottoman ayant un jour été qualifié d' « homme malade de l'Europe »...

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Mme Jabbour, pour ce brillant exposé qui raconte une saga de plus en plus palpitante. Nous connaissons la Turquie depuis longtemps. La Turquie a longtemps fait partie du « concert européen ». La chute de Constantinople, qui ne remonte qu'à six siècles et demi, est fêtée de manière grandiose dans un des plus beaux sites qui soient au monde. La Turquie n'est pas un pays comme les autres. Au bord du lac de Van, aux confins de l'Iran, quand on voit se profiler sur le ciel les vieilles fortifications seldjoukides, on se sent en Asie centrale. En même temps c'est un pays méditerranéen. À Izmir (anciennement Smyrne) on a l'impression

d'être sur le terrain de notre plus vieille histoire, si tant est que nous pouvons considérer que nous sommes encore les héritiers d'Athènes et des cités grecques...

Toutes ces questions, ces changements successifs, cette Turquie qui ne trouve finalement à faire affaire ni à l'Est, ni à l'Ouest, ni en Orient, ni en Occident... Était-ce fatal ? C'est d'ailleurs provisoire (car tout est provisoire dans la vie). Peut-on expliquer ce mouvement d'aller et retour vers l'Europe ? A qui en imputer la responsabilité ? Aux Turcs ? Aux Européens ? Est-il dû à un choix initial qui, peut-être, n'a pas été vraiment étudié, n'a pas été pensé ? Il faudrait nous raconter cette histoire et nous expliquer ce que sont les problèmes d'aujourd'hui et comment il faut les traiter.

Nous attendons toutes ces lumières de M. Didier Billion, directeur-adjoint de l'IRIS et profond connaisseur du monde turc.

DIDIER BILLION
----------------

*La crise des relations entre la Turquie et l'Union européenne*

Merci.

Je suis totalement d'accord avec Jana Jabbour sur le fait essentiel que l'Union européenne reste un objectif stratégique de la Turquie.

Sous quelle(s) forme(s) ? C'est ce que je vais essayer de disséquer, réfléchissant devant vous, tout en précisant que le thème de mon intervention n'est pas tant l'histoire des relations turco-européennes que celle de la crise de ces relations et les raisons de cette crise.

Il y a un révélateur dans cette crise parce qu'elle pose la question de l'Union européenne, de son mode de construction, de ses objectifs. Et la crise actuelle entre les deux parties n'est en réalité que l'expression d'une suite d'erreurs accumulées depuis au moins une vingtaine d'années.

On peut certes rappeler l'Accord d'Association – dit d'Ankara – signé en 1963 qui, dans son article 28, traçait clairement la perspective de l'adhésion, le jour venu, de la Turquie à la Communauté économique européenne (CEE). Mais il

serait erroné de raisonner aujourd'hui comme à l'époque, voire de raisonner comme il y a seulement 12 ans, en 2005, lors de l'ouverture officielle du processus de pourparlers entre la Turquie et l'Union européenne. En d'autres termes, et sans vouloir faire de paraphrase, je crois qu'il serait vain de répéter en sautant comme un cabri : Adhésion ! Adhésion ! Aujourd'hui, il faut passer à une autre séquence, il faut raisonner différemment, à défaut de quoi nous ne comprendrons rien et, surtout, nous ne serons pas capables de tracer de nouvelles perspectives, de refonder la relation.

Sans avoir le loisir de remonter dans le temps nous pouvons considérer que le débat sur les relations entre l'Union européenne et la Turquie a toujours été complexe car la question de la perspective de l'adhésion a en réalité agi comme un miroir présenté devant le visage de l'Union européenne, lui posant trois questions fondamentales que les européistes béats n'ont pas pris la peine d'étudier. Mieux vaut tard que jamais... et le fait même d'être en relation avec la Turquie a obligé à enfin aborder ces questions, même si elles ont souvent été mal posées.

La première est la question des frontières. L'Union européenne a-t-elle des frontières naturelles ? Ou, au contraire, *si* nous concevons que c'est un projet politique, saura-t-elle se doter de frontières politiques ?

La deuxième question est celle de la définition de l'identité européenne. En d'autres termes, pour aller à l'essentiel, c'est la question culturelle et la question religieuse. Nous savons bien que ces questions confessionnelles sont sous-jacentes dans tous les débats avec la Turquie. L'Union européenne est-elle capable d'intégrer un jour une Turquie qui, bien qu'État laïque, est culturellement musulmane, avec les nuances qu'a apportées Thierry Zarcone tout à l'heure ?

La troisième question qui se pose est celle de la pertinence du niveau européen pour peser et agir dans un monde global. Sur ce dernier point nous savons la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, de construire une Politique extérieure et de sécurité commune (PESC) digne de ce nom pour l'Union européenne.

Mais peut-être aurions-nous dû considérer que la gestion d'une négociation franche avec la Turquie pouvait être un multiplicateur de puissance pour les deux parties. Oui ou non, aurions-nous plus de puissance, plus de capacité d'initiative et d'action si nous n'avions pas érigé la question de l'adhésion comme une sorte de talisman ? En ce sens, je pense que la question était infiniment mal posée dès le point de départ.

En réalité, et je le regrette pour ma part, l'histoire des relations entre la Turquie et l'Union européenne au cours des dernières années est celle d'un échec qui renvoie à celui de l'Union européenne elle-même. Les critiques de certains gouvernements européens ont mis à mal l'enthousiasme initial des Turcs qui sont de plus en plus nombreux à se monter dubitatifs quant à la perspective de la relation turco-européenne, même si cela ne remet pas en cause le fait de raisonner sur les moyens et longs termes. En effet, il ne faut jamais confondre la conjoncture et la période si l'on veut se repérer dans la vie politique.

L'euro-scepticisme turc et le turco-scepticisme européen s'alimentant mutuellement, le projet d'intégrer l'Union européenne n'est donc désormais plus au premier plan de l'agenda politique de l'AKP, même si le parti gouvernemental, au pouvoir depuis 2002, continue à affirmer en public son attachement à cet objectif. Objectif sans cesse répété, surtout par les ministres des Affaires étrangères successifs, un peu moins par M. Erdoğan, il est vrai.

Aujourd'hui, sans que la rupture ne soit formellement prononcée, force est d'admettre que le processus d'adhésion est au point mort. Ce n'est d'ailleurs pas récent. Pour ma part je le ferai remonter à la question chypriote avec le gel de huit chapitres qui, prononcé en décembre 2006 à la suite du refus d'Ankara d'ouvrir ses ports et aéroports aux navires et avions chypriotes-grecs (accord d'union douanière), constitue depuis lors un fort obstacle aux négociations. L'intégration de la République de Chypre – en réalité la seule partie chypriote grecque – paralyse l'Union européenne qui est désormais juge et partie sur un dossier qui ne parvient pas à trouver un règlement.

Nous avons l'impression que l'Union européenne, dans sa relation à la Turquie, depuis au moins une vingtaine d'années, a sans cesse joué à contretemps et à contresens. Un exemple a été évoqué : pendant plusieurs années, après la prise du pouvoir par l'AKP et sous son impulsion, a eu lieu un processus de réformes réelles et positives, économiques et surtout politiques, qui ont contribué à l'élargissement des droits démocratiques individuels et collectifs dans ce pays. C'est à ce moment, alors même qu'une dynamique vertueuse était engagée, que certains responsables européens – Nicolas Sarkozy et Angela Merkel pour ne pas les citer – ont tracé la perspective d'un « partenariat privilégié » qui n'était pas l'objectif du processus ouvert en 2005 ! A ce moment, l'Union européenne a joué à contretemps. Fréquemment d'ailleurs, les Turcs, les intellectuels et les responsables turcs, à juste titre, ont reproché à l'Union européenne de modifier les règles du jeu au fur et à mesure que la partie se jouait.



Nous pouvons citer à ce propos une plaisanterie qui circulait en Turquie dans les années 2004-2006. La commission européenne lasse de feinter avec les complexes Critères de Copenhague propose aux trois États candidats de l'époque de répondre à une question pour envisager leur intégration à l'Union Européenne. À la Roumanie, les commissaires demandent quelle est l'année de la première utilisation de la bombe atomique à fins militaires. À la Bulgarie, il est demandé contre quelles villes cette bombe a été utilisée. Et à la Turquie, on demande la liste complète, et par ordre alphabétique, de l'ensemble des victimes des effets de cette bombe.

Aujourd'hui la blague n'a plus cours – à Ankara, elle ferait plutôt rire jaune – mais la question du double standard reste tout à fait présente dans la perception des membres de la société turque, des responsables politiques, des intellectuels, des entrepreneurs etc. Cette question est essentielle pour comprendre l'amertume qui règne en Turquie dans le rapport à l'Union européenne.

En réalité, par son attitude, l'Union européenne se déjouait pour au moins deux raisons.

Elle remettait en cause l'euroanéité de la Turquie qu'elle avait pourtant elle-même reconnue. Sans parler de l'intégration de la Turquie à la plupart des organisations pan-européennes depuis 1945, de l'accord d'Ankara, de l'accord d'union douanière effectif depuis 1999... je citerai le Conseil européen d'Helsinki qui, en 1999, déclare que « *la Turquie est un pays candidat qui a vocation à rejoindre l'Union sur la base des mêmes critères qui s'appliquent aux autres candidats* »... On peut certes discuter de l'assertion et remettre en question la validité de la perspective de l'adhésion, mais le Conseil européen et l'Union européenne se sont déjugués en faisant le contraire de ce qu'ils préconisaient.

Ensuite, sans préjuger du résultat, la Turquie avait besoin d'une négociation nette, précise, méthodique car cela correspond à la trajectoire historique de son État, aux aspirations de ses élites culturelles et politiques depuis au moins le XIX<sup>ème</sup> siècle. Il est à noter que Recep Tayyip Erdoğan commence sa trajectoire liberticide, certes aussi liée à la crise syrienne, au moment où il prend conscience que l'Union européenne n'acceptera pas l'intégration de son pays. On observe en effet une intéressante corrélation entre la décennie 1995-2006, durant laquelle le processus de convergence s'accompagne de réelles réformes, et la décennie 2006-2017 où, au contraire, les portes européennes se refermant les unes après les autres, un processus régressif est entamé du point de vue des droits politiques.

Non seulement nous nous déjugions en imposant sans cesse de nouvelles conditions mais nous réveillions un nationalisme turc à fleur de peau, une des lointaines conséquences du « syndrome de Sèvres »<sup>6</sup>. Et surtout, nous nous privions de levier, de moyen de pression, de la possibilité d'utiliser des clauses de conditionnalité dans notre relation avec la Turquie.

Non seulement la méthode de négociations était erronée mais, plus graves sont les arguments – pour ne pas dire des arguties – culturalistes, racistes, qui ont plombé notre relation. On peut rappeler que Bolkestein déclara en 2003 que l'adhésion de la Turquie effacerait la victoire des Habsbourg sur l'Empire ottoman de 1683 !

Ces arguties sont d'abord l'expression de l'incapacité de l'Union européenne à concevoir l'Empire ottoman, puis la Turquie républicaine, comme partie à l'histoire européenne. Rappelons que la Turquie a pris pied dans les Balkans au XIV<sup>ème</sup> siècle et que sa dynastie, originellement, est turco-hellène. Tous ces éléments de la longue histoire sont essentiels.<sup>7</sup>

Surtout, un certain nombre de responsables européens ont la vision d'une altérité radicale de l'Europe vis-à-vis de l'islam, ce qui nous renvoie à toutes les formes de régressions identitaires alimentant le fumeux et funeste concept de « choc des civilisations »

Ce sont les plus mauvaises des raisons, c'est-à-dire la négation du Politique, qui ont induit cette crise empoisonnant aujourd'hui les relations entre la Turquie et l'Union européenne.

Ainsi, nous nous sommes piégés et nous retrouvons aujourd'hui dans la plus mauvaise des situations dans nos rapports à la Turquie car nous nous sommes conjoncturellement privés de leviers.

Ainsi, quand Mme Merkel, à l'automne 2015, en pleine crise des migrants, expression et conséquence de la crise syrienne, se rend à plusieurs reprises à Ankara au beau milieu de la campagne électorale législative turque pour commencer à négocier l'accord sur les réfugiés (certains redécouvrant – Ô surprise ! – le rôle géostratégique de la Turquie) il faut admettre que l'Union européenne est à contre-pied et que les moyens de négociation avec M. Erdoğan dont elle dispose sont assez limités.

---

<sup>6</sup> Le traité de Sèvres dont les clauses léonines furent imposées en 1920 à l'Empire par les pays vainqueurs fut le point de départ, chez les Turcs, d'une hantise de la trahison et de la perte.

<sup>7</sup> Voir à ce propos Didier Billion, *L'enjeu turc*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 22-44.

Disons-le tout net, la stratégie liberticide de Recep Tayyip Erdoğan est totalement condamnable. Ses propos, il y a quelques semaines, sur les « relents de nazisme » aux Pays-Bas et en Allemagne sont inadmissibles. Bien sûr, la situation des droits démocratiques, de l'État de droit, des droits de l'homme et du citoyen est infiniment préoccupante. Néanmoins nous savons que le droit-de-l'hommisme ne constitue pas une politique. Mais, surtout, je constate que beaucoup de nos amis européens ont volontiers des indignations sélectives, sur ce dossier turc comme sur quelques autres. Nombre de responsables européens, prompts à agiter la question des droits de l'homme quand il s'agit de tenir la Turquie à distance mais, quand, à l'époque de la Guerre froide, la Turquie jouait un rôle essentiel dans le *containment* de l'Union soviétique, ils étaient un peu moins regardants sur cette question.

Il faut toujours replacer les faits dans le contexte et rester intransigeants sur les principes. La question des droits démocratiques est évidemment essentielle mais je crains que nous ne soyons pas aujourd'hui collectivement capables, à 28 (ou 27), de gérer ce moment difficile, compliqué, de tension extrême avec la Turquie et d'adopter des positions communes. Ainsi, lorsque M. Erdoğan a proféré ses insanités sur les « relents de nazisme » en Allemagne et aux Pays-Bas, ces deux pays ont interdit la venue sur leur sol de ministres turcs lors de la campagne référendaire du printemps 2017 ; la France, pour sa part, a accepté que le ministre des Affaires étrangères puisse tenir *meeting* (sur cette affaire la France a d'ailleurs eu raison à partir du moment où il n'y avait pas de risques de troubles à l'ordre public). On peut aussi prendre l'exemple de l'accord sur les migrants du 18 mars 2016 qui a été l'objet de beaucoup de critiques. Je juge, pour ma part, que c'est le plus mauvais des accords... à l'exclusion de tous les autres. Il faut en effet être réaliste : avant sa signature environ 3500 réfugiés venaient s'échouer chaque jour sur les côtes grecques. Aujourd'hui il n'y en a plus qu'une quarantaine... Certes, cet accord n'est pas un exemple d'éthique et de morale mais il fait preuve d'une certaine efficacité. C'est d'ailleurs pourquoi les trafiquants d'êtres humains ont choisi désormais d'autres circuits, notamment par la Libye et l'Italie. Sur cet accord aussi je pense – et c'est un des éléments supplémentaires de la crise – que nous nous devons de respecter nos engagements : sur les 6 milliards d'euros, payables en deux tranches, promis à la Turquie, à ce jour, elle en a reçu moins de 800 millions. Erdoğan trouve là l'occasion de critiquer les Européens, incapables de tenir leur parole.

Enfin, les Turcs considèrent, avec quelque raison, que les condamnations du coup d'État de juillet 2016 de la part de leurs partenaires européens ont été bien

frileuses. La déclaration de M. Ayrault, à l'époque ministre des Affaires étrangères, est à cet égard révélatrice : il condamne, certes, cette tentative de coup d'État mais, dans le même temps, prévient que les autorités turques ne devront pas profiter de la situation et porter atteinte à l'État de droit ! Quoi que l'on puisse penser du régime en place, quand une tentative de coup d'État vise à mettre à bas un gouvernement élu il n'y a pas lieu de faire des nuances, il faut sans condition soutenir ceux qui possèdent la légitimité électorale.

L'Union européenne ne serait-elle pas dans une situation moins inconfortable si elle avait su se doter d'un projet réaliste et arrimer la Turquie à celui-ci plutôt que de lui infliger attitude condescendante et rebuffades ? Quel est notre intérêt à ce que la Turquie prétende faire cavalier seul ou noue des alliances avec d'autres : Russie, Israël, Iran ?

L'impuissance dans laquelle l'Union européenne s'est elle-même fourvoyée n'est ni satisfaisante ni efficiente. Désormais, il est nécessaire de tout remettre à plat. Certes, plus facile à énoncer qu'à réaliser, mais la pire des erreurs serait aujourd'hui de geler nos relations avec la Turquie. Pourtant, en novembre 2016, le « Parlement » européen votait à une très large majorité une résolution en faveur du gel des relations !

Il faut avoir le courage de dire que désormais l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne n'est pas une perspective sur les court et moyen termes, ni même, peut-être, sur le long terme, mais qu'il est nécessaire de démultiplier les coopérations renforcées, alors même que se pose la question d'une Union européenne à géométrie variable.

Pour ouvrir quelques pistes, je crois urgent d'avancer sur quatre dossiers d'une importance considérable :

Tout d'abord, il est nécessaire d'actualiser l'accord d'union douanière, qui a maintenant plus de vingt ans<sup>8</sup>, notamment pour ce qui concerne les enjeux des secteurs de l'agroalimentaire, des services et des marchés publics.

---

<sup>8</sup> Décision n° 1/95 du Conseil d'association CE-Turquie, du 22 décembre 1995, relative à la mise en place de la phase définitive de l'union douanière ([http://eurlex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21996D0213\(01\):FR:HTML](http://eurlex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21996D0213(01):FR:HTML))

Le deuxième dossier concerne l'énergie. L'Union européenne est avide d'hydrocarbures qu'elle ne possède pas, or la Turquie est de par sa situation géographique un *hub* énergétique de première importance.

Le troisième sujet est la question de la lutte anti-terroriste. Il suffit de regarder une carte de géographie pour comprendre que la Turquie revêt un rôle fondamental dans la coopération des services de police dans ce combat.

Enfin, dans le domaine de la politique extérieure, nous avons beaucoup de points communs. Jana Jabbour a parfaitement expliqué qu'il y a eu, pour le moins, une inflexion sur la crise syrienne... Je considère que, pendant une longue période, les gouvernements occidentaux ont eu à peu près la même politique – radicalement erronée – à l'égard de ladite crise. Mais lorsque l'on possède 920 kilomètres de frontière commune avec ce pays, on paie les erreurs au prix fort alors que notre éloignement, certes relatif, a limité pour nous les conséquences. Il s'agit désormais d'examiner calmement quels sont nos points d'intérêt commun.

Il faut aussi avoir le courage de dire à la Turquie qu'il n'y a pas, à leur égard, de problème culturel mais, éventuellement, un problème politique car il s'agit pour nous de défendre des principes. Je ne ferai qu'enfoncer une porte ouverte disant que cela nécessite de refonder la construction européenne... ce qui n'est pas une mince affaire. Mais c'est la seule solution qui nous permettrait de relancer une forme de relation plus sereine et plus positive avec Ankara.

Qui pourrait en avoir l'initiative ?

Je pense que la France a une responsabilité particulière dans cette perspective.

Les relations avec la Turquie ont été infiniment dégradées durant le quinquennat Sarkozy qui, durant cinq années, n'a su faire preuve que de désinvolture et de mépris à l'égard de ce grand pays.

Avec François Hollande, s'est incontestablement manifesté un début de reconstruction d'une relation plus sereine, malheureusement très insuffisant car, sur ce dossier comme sur quelques autres, il a quand même manifesté quelque difficulté à se doter d'une vision d'ensemble. Or, comme avec beaucoup d'autres pays, il est impérativement nécessaire de savoir mettre en perspective notre relation avec la Turquie.

La France, nation politique, est la seule à pouvoir relancer sur d'autres bases la relation de l'Union européenne avec la Turquie, sans faux-fuyants et sans fausses promesses. Aucune raison, aucune fatalité, ne justifient que le dialogue soit monopolisé par l'Allemagne. Rien ne serait donc plus contre-productif que d'abandonner la Turquie.

La Turquie nous a-t-elle « abandonnés » ? Je ne le pense pas. Au-delà des postures, gesticulations et rodomontades de M. Erdoğan, le désir d'Europe persiste. M. Erdoğan, il y a deux ans, déclarait que si l'Union européenne ne voulait plus de la Turquie, elle se tournerait alors vers l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)... Mais chacun voit bien que ni l'histoire ni l'intensité des relations économiques et politiques ne peuvent être comparées. Je n'ai rien contre le fait que la Turquie puisse être membre observateur de l'Organisation de coopération de Shanghai mais il ne peut y avoir un trait d'égalité avec l'Union européenne, en dépit des nombreuses turpitudes de cette dernière.

Donc, la nécessité de refonder la relation avec la Turquie ne pourra s'envisager que par la refondation de l'Union européenne elle-même... « Vaste programme ! ». Une nouvelle page reste à écrire, doit être écrite, et il semble qu'il soit plus que jamais nécessaire de remettre la relation turco-européenne sur ses pieds alors que, pour l'instant, elle marche souvent sur la tête.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Merci à Didier Billion pour ce très intéressant exposé et, en particulier, pour les suggestions qui le concluent : quatre grands dossiers sur lesquels il me semble que nous pourrions avancer.

Dans l'histoire longue des relations entre l'Europe et la Turquie, l'Europe, c'était la France et les Habsbourg... qui n'avaient pas tout à fait la même politique. Et, pendant la Première guerre mondiale, nous ne nous sommes pas trouvés dans le même camp, ce qui n'empêchait pas des relations privilégiées sur le plan humain.

La relation franco-turque a toujours eu un caractère un peu spécial.

Je souffre un peu de ces propos démagogiques, de ces échanges de noms d'oiseaux quand on évoque la Turquie. Tout cela est excessif et, entre nous, ne doit pas être pris trop au sérieux. Mme Merkel n'a pas répondu à la qualification de « nazie » qui a été appliquée à sa politique, mais l'Allemagne comme les Pays-Bas ont refusé la tenue sur leurs territoires d'un *meeting* électoral animé par deux ministres turcs. Nous avons une doctrine un peu différente. Il est vrai que la bataille électorale en Turquie a été rude. Elle s'est jouée à un peu plus d'un million de voix et il faut remarquer que M. Erdoğan a gagné ce référendum grâce

aux voix des Turcs de l'étranger qui à 60,6 %, en Allemagne en France, en Belgique, aux Pays-Bas, ont voté pour le « oui ». En effet, on peut penser que 3 millions de Turcs – sur les 5 millions qui vivent en Europe – ont voté. Cela a pu faire la différence.

Dans le mouvement long de l'histoire, il ne faut pas s'attarder sur des épisodes qui ne sont pas essentiels. D'autres points de vue sont peut-être plus importants. Je rappelle qu'après la chute de Constantinople, les Turcs sont venus jusqu'à Vienne (Siège de Vienne, 1529), à l'époque de l'Alliance entre François I<sup>er</sup> et la Sublime Porte (1536), le souverain de l'Empire ottoman était alors Soliman le Magnifique. Ils sont revenus au siècle suivant (nouveau siège de Vienne, 1683). Le recul de l'Empire Ottoman n'a commencé qu'à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, surtout du fait des Russes qui, ayant pris la Crimée puis les rivages de la Mer Noire, ont repoussé l'Empire ottoman vers le sud. C'est une très vieille histoire. Quand on se promène à Kazan, on est obligé de se souvenir qu'il y a eu un Kahnat de Kazan jusqu'à la prise de la ville par Ivan le Terrible en 1552.

Je pense que nous durcissons à l'excès notre relation avec la Turquie.

Je vois bien le cabri qui saute... mais l'Europe ne sera jamais ce qu'elle rêvait autrefois de devenir. Tout au plus verrons-nous une Europe à cercles concentriques, à géométrie variable, quelque chose en définitive d'assez bancal. Par conséquent, dans la perspective de ces cercles, nous devons essayer de maintenir des relations étroites avec de grands pays comme la Turquie, l'Iran, et, au sud, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte. Ces pays, qui ont un certain dynamisme économique, démographique, politique, se neutralisent en partie parce que leurs relations sont... moyennes. L'Iran et la Turquie ont la sagesse de ne pas pousser les choses à l'excès mais leurs histoires parallèles, à certains égards, font qu'ils se supportent. Il faudra bien que nous allions vers l'avenir en nous supportant, en faisant même, si possible, mieux que nous supporter.

Turcs et Français ont une conception de la laïcité très différente. La laïcité française, souvent mal expliquée, est faite, en réalité, de tolérance et d'émancipation. La laïcité turque est davantage, me semble-t-il, une laïcité de contrôle de la religion, une laïcité réglementaire. Le ministère turc des Affaires religieuses, non seulement nomme les imams mais écrit leur prône du vendredi. Nous n'en sommes pas là en France !

Aujourd'hui la Turquie est en position de faiblesse parce que l'affaire syrienne lui a fait découvrir ses propres fragilités, notamment avec les Kurdes, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et l'YPG (Unités de protection du peuple) dans la bande frontalière qui côtoie les zones kurdes au sud de la Turquie. Il y a là pour la Turquie un problème majeur. Je n'ai jamais été partisan, pour ma part, d'exciter les Kurdes en esquissant la possibilité d'un grand État kurde au Moyen-Orient. On en avait rêvé au moment du traité de Sèvres (10 août 1920) mais les Kurdes, qui n'avaient pas lu le traité, ne s'étaient pas emparés de l'État qu'on leur offrait. Et peut-être est-ce mieux ainsi. En effet, les Kurdes étant répartis entre quatre pays, si on veut ouvrir une guerre de cent ans autour de cette affaire, il n'y a pas plus sûr moyen que de redessiner complètement la carte du Moyen-Orient, remettant en cause l'intégrité territoriale des pays de la région. Je juge préférable de s'orienter vers des formules d'autonomie poussée, comme en Irak, ou moins poussée, sous forme d'une autonomie culturelle, comme ce pourrait être le cas en Turquie (c'était d'ailleurs le cas jusqu'en 2013). Voilà quelque chose sur quoi on serait bien inspiré d'avoir les idées claires, ce qui n'a pas toujours été le cas ! J'ai fait jadis partie du même gouvernement que Bernard Kouchner : je peux vous dire que ce n'était pas facile... d'autant que j'avais déjà les mêmes idées qu'aujourd'hui et que Bernard Kouchner – on ne peut pas lui retirer le mérite de la continuité – avait déjà ses propres visées.

L'aspect culturel mérite qu'on y réfléchisse. Il est vrai que nous n'appartenons pas tout à fait à la même aire culturelle. Pour autant, cela ne nous empêche pas d'avoir des échanges. Au contraire. Et c'est ce qu'il faut bien comprendre.

Que va devenir le régime de M. Erdoğan ? Va-t-il tendre vers l'islamisme ? Va-t-il sortir de la laïcité qui, même à la mode turque, nous intéresse ? Si la Turquie venait à s'ériger en grand pays islamiste ayant vocation à intervenir dans tous les pays qui pourraient basculer dans ce sens, nous aurions des raisons de nous inquiéter car l'un des grands défis du monde à venir est de trouver un équilibre, un dialogue, une compréhension. La Turquie a un rôle éminent à jouer et pourrait être un môle de raison et de progrès pour tous les pays de la rive sud de la Méditerranée, de l'Afrique, du Moyen-Orient, du monde arabo-musulman. La politique de M. Erdoğan nous conduit-elle dans cette direction ?



J'ai posé quelques problèmes d'ordre géopolitique sur l'avenir de l'Europe, l'avenir de l'islamisme et le rôle de la Turquie, le contenu du dialogue entre l'Europe et la Turquie.

Je pense que l'union douanière, qui est un fait acquis, doit être modernisée, c'est très important, voire vital pour la Turquie.

L'énergie ne doit pas être abordée sous un angle concurrentiel avec la Russie qui a aussi ses oléoducs et ses gazoducs, l'un d'entre eux, le *Blue Stream*, traversant d'ailleurs la Mer Noire (On a renoncé au *South Stream*, au grand dam des Italiens, pour doubler la capacité du *North Stream*, comme le souhaitaient nos amis allemands...).

Il se passe quand même un certain nombre de choses qu'il faut regarder de près. J'ai voulu poser ces questions parce qu'on n'a pas l'habitude de se projeter à dix, quinze ou vingt ans sur ces sujets. Pourtant il le faut, il faut voir ce que la Turquie et l'Europe ont en commun car nous pouvons travailler efficacement sur beaucoup de dossiers comme la stabilité du Moyen-Orient. C'est pourquoi il faut essayer de faire baisser la tension d'un cran.

Je ne participerai pas à ces campagnes systématiquement antiturques, pas plus qu'aux campagnes antirusses, tout aussi stupides. Essayons de ramener un peu de raison dans les relations internationales.

Il faut aussi analyser les raisons pour lesquelles M. Erdoğan a voulu présidentialiser son régime au détriment du Parlement et du pouvoir judiciaire. C'est qu'il sent que sa base est quand même, non pas fragile mais hétérogène, tant au niveau sociologique qu'au niveau ethnico-culturel. Le problème kurde, le problème alevi etc. sont des réalités qu'il serait stupide et contreproductif de vouloir utiliser contre la Turquie. Privilégions plutôt les facteurs d'intérêt commun pour essayer de penser à un peu plus long terme.

Je voudrais d'abord abonder dans le sens de la dernière intervention de M. Billion et, à ce propos, poser une question qu'il n'a pas soulevée et à laquelle j'aimerais que tous nous concourions à répondre.

En tant qu'ancien diplomate français, qui ai vécu cette carrière pendant quarante ans, je considère que le fait que la Turquie ait été laissée à la porte de la Communauté économique européenne (CEE) pendant quarante ans (elle était éligible depuis 1963 et sa candidature a été reposée en 2005 seulement) est un véritable scandale. Et je considère comme particulièrement regrettable qu'un ancien Président de la République française, dont vous avez cité le nom, ait été le responsable de la brutalité avec laquelle il a été mis fin aux derniers espoirs que nourrissait une Turquie qui n'était pas encore dans l'évolution anti-démocratique qu'elle a suivie depuis et à laquelle, peut-être, ce refus de l'Union européenne a contribué.

Si nous pensons aux raisons qui ont fait que pendant quarante ans la Turquie a reçu un « niet » de la Communauté européenne, il y a deux raisons profondes.

La première est une raison politique : la Turquie n'était pas considérée par les pères fondateurs, par les gouvernements de l'Union européenne, comme un pays démocratique parce qu'elle était toujours sous la menace d'un coup d'État (deux coups d'État particulièrement sanglants ont eu lieu en 1960 et 1980) et que ceci ne contribuait pas à renforcer l'idée que la Turquie pouvait devenir un partenaire de pays qui se veulent tous démocratiques et responsables des droits de l'homme.

La deuxième raison, plus honteuse, c'est que, sans vouloir se l'avouer, beaucoup de pays membres de l'Union européenne craignaient l'intégration d'un très grand pays musulman (80 millions d'habitants aujourd'hui) au sein de l'Union européenne compte tenu des fortes minorités musulmanes déjà entrées dans un grand nombre de nos pays.

Mais, en réalité, il y avait une raison profonde. En 1980, avant ce qui s'est passé en Iran avec l'installation du régime des ayatollahs, avant l'installation d'un régime islamiste très dur au Soudan, avant les menées islamistes de l'Égypte, on pouvait espérer que la Turquie, grand pays musulman et laïque – je rappelle qu'il

avait adopté la politique très laïque de Kemal Atatürk – pouvait servir de contrefeu à cette menace que certains voyaient venir, au-delà des frontières de l'Iran, de l'Arabie saoudite, à la fois du monde sunnite et chiite qui commençait à s'agiter et qui pouvait prendre appui sur les minorités musulmanes de l'Europe. Il y avait donc cette idée d'instituer un contrefeu, c'était là une raison profonde d'insérer un pays musulman mais laïque dans notre Union politique européenne fondée sur le respect de certaines valeurs mais non sur une religion, qu'elle soit judéo-chrétienne ou musulmane.

La question que je pose maintenant – et que vous n'avez pas posée – porte sur l'intérêt que nous aurions aujourd'hui à voir entrer la Turquie dans une Union européenne qui vient de perdre un de ses membres les plus importants (quoi qu'on pense du Royaume-Uni, je considère comme une catastrophe que nous n'ayons plus aujourd'hui les Anglais avec nous). L'Union Européenne, qui se recentre, a-t-elle besoin de la Turquie ? Je n'ai pas à résoudre la question, bien entendu. Mais la Turquie a profondément changé, elle est de moins en moins laïque, elle est de plus en plus islamique, ou islamiste. Le Président Erdoğan est un compère dont nous n'avons peut-être pas envie d'imiter les exploits dans l'Europe démocratique d'Angela Merkel, d'Emmanuel Macron...

DIDIER BILLION

... et de Viktor Orbán ...

JACQUES WARIN

Pouvons-nous compter aujourd'hui sur la Turquie comme étant un apport à l'Union européenne ? Je le souhaiterais, bien sûr, mais le contexte a changé.

DIDIER BILLION

Je ne poserais pas la question de la même façon même si je suis d'accord avec le tableau que vous brossez. La question que vous posez – A-t-on aujourd'hui intérêt

à intégrer la Turquie au sein de l'Union européenne ? – en présuppose une autre : quelle Union européenne voulons-nous ?

Aujourd'hui, il apparaît évident que l'Union européenne telle qu'elle a prétendu se construire depuis quelques décennies est morte. Il va donc falloir réinventer un nouveau mode de fonctionnement et surtout de nouveaux objectifs. Tous ceux qui avaient la vision d'une Europe fédérale ont l'histoire derrière eux. Il est nécessaire de refonder, de reconstruire, d'inventer une nouvelle Europe. Ce sera difficile car les dossiers sont extrêmement compliqués.

Je vous répondrai sur un aspect. Passionné par les relations internationales, sans doute par déformation professionnelle, je ne pense pas que nous puissions construire quelque entité politique que ce soit si nous n'avons pas la volonté de peser sereinement, positivement, pacifiquement, sur notre environnement géopolitique au sens large du terme. De ce point de vue, schématiquement, la question à poser – qu'il faudrait ensuite décliner – est celle qui permet de savoir si, avec la Turquie, nous serions, oui ou non, plus aptes à peser sur les évolutions régionales et internationales ?

Janna Jabbour nous a fait un brillant exposé, en particulier sur la phase des relations entre la Turquie et la Syrie. J'ai entendu beaucoup de critiques à l'égard de la politique turque sur le dossier syrien... mais la France avait la même politique ! J'ai entendu les ministres des Affaires étrangères français, M. Juppé puis M. Fabius, nous expliquer, comme leur homologue M. Davutoğlu, que Bachar Al-Assad n'en avait plus que pour quelques semaines... Six ans plus tard, Bachar Al-Assad, bien que considérablement affaibli, est toujours là ! C'est, de mon point de vue, fondamentalement un problème d'orientation politique dont nous devons traiter et non une opposition entre les points de vue turc et européen.

Autre exemple dans l'histoire récente : en 2003, la France menait un combat de principe contre l'unilatéralisme américain à propos de l'invasion de l'Irak dont on mesure quotidiennement les conséquences dramatiques sur toute la région. Il faut se souvenir qu'à l'époque, la Turquie, non sans contradictions, avait refusé d'accéder à la demande de l'ineffable George Bush qui souhaitait déployer 62 000 GI's sur le sol turc pour attaquer l'Irak par le nord. Nous menions alors le même combat ! Bien que n'ayant jamais été chiraquien, je me sentis, comme beaucoup à l'époque, en phase avec la politique initiée par le président sur ce dossier – parce que c'était une position de principe et que c'est la fierté de notre pays d'avoir mené ce combat – je déplore que, fait troublant, le gouvernement qui, à l'époque, avait envoyé des émissaires à Moscou et à Berlin – c'était parfaitement justifié

pour tenter de solidifier ce front anti-guerre unilatéraliste – n'en ait pas envoyé de même niveau à Ankara alors que la Turquie se trouvait aux premières loges ! Toujours ce « deux poids deux mesures »...

Je pense que rien n'est jamais écrit à l'avance. Notre responsabilité est de refonder, de formuler des propositions, de nous doter d'un nouveau logiciel qui consiste à considérer que ce qui se passe en Syrie, en Irak, en Iran, nous concerne directement, au premier plan, et que, par conséquent, la Turquie peut nous être utile et nous pouvons être utiles à la Turquie. C'est une relation complémentaire et dialectique. C'est un débat fondamentalement politique qui se décline bien sûr par le biais des États-nations, avec des discussions entre Turcs et Français, Turcs et Allemands... Mais ce sont surtout des questions d'orientation et, en réalité, sur beaucoup de dossiers, je pense que nous avons en fait plus de convergences – encore faut-il les construire – que de divergences.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Comme Didier Billion vient de le rappeler, la politique est l'art de gérer avec le souci de la réciprocité et du maintien d'un certain équilibre.

De ce point de vue-là, je dirai à Jacques Warin qu'il n'est pas justifié de faire repentance par rapport aux décisions prises il y a très longtemps par des cénacles européens sur lesquels nous n'avions que peu de prises. Chacun sait que l'Europe est malade, très malade même, de son élargissement précipité. On peut continuer. Pourquoi ne pas aller jusqu'au Pacifique ? En retenant les critères de Copenhague, on pourrait considérer que la Corée du sud – pays démocratique – est un pays acceptable ! Tant de repentance fait que non seulement la France serait coupable en tant qu'État (*mea culpa*...) mais elle le serait encore à travers l'Europe (... *mea maxima culpa*). Tout cela, à mon avis, n'est pas justifié.

Regardons ce que sont les intérêts concrets. L'islamisme radical est un problème que nous avons devant nous. Je ne dirai pas, comme le général Petraeus, que c'est « une guerre perpétuelle » mais c'est peut-être une guerre de cent ans. Donc, essayons de créer une vaste alliance avec les pays musulmans pour faire reculer ce monstre et de raccourcir le terme...

Ma première question ira dans votre sens, M. Chevènement. M. Billon a expliqué qu'au fond la France avait la même politique que la Turquie vis-à-vis de la Syrie... à un gros détail près, c'est que la Turquie a quand même essayé d'instrumentaliser Daech contre le PKK, en laissant croître Daech, en devenant sa base arrière et en faisant de la Turquie l'autoroute du jihad. Je voudrais savoir en quoi la Turquie est aujourd'hui un allié fiable dans la lutte contre Daech et si la coopération sécuritaire fonctionne bien.

Ma seconde question s'adresse à M. Zarcone, qui a fait un exposé passionnant. En sait-il un peu plus sur le coup d'État raté ? La version officielle, souvent contestée, lui semble-t-elle plausible ? Dispose-t-il d'autres éléments ?

Il faut distinguer deux périodes dans la politique turque vis-à-vis de Daech.

La première période va de septembre 2011 à fin 2013. En fait, à partir du moment où la Turquie a pris la décision de renverser Bachar Al-Assad, les Turcs ont pensé qu'on pouvait instrumentaliser Daech et s'appuyer sur ce mouvement pour faire d'une pierre deux coups : renverser Al-Assad et contenir l'expansion des Kurdes. Le raisonnement turc, à l'époque, était le suivant : Il n'y a absolument aucune connivence idéologique entre l'islam turc et le mouvement radical de Daech mais ce mouvement pourrait nous servir. L'idée était aussi que Bachar Al-Assad partirait tôt ou tard, et que, une fois qu'il serait renversé, il serait facile de se débarrasser de Daech qui n'est que l'instrument de la politique turque : Nous avons créé Daech, nous avons contribué à son expansion et ce mouvement va donc disparaître une fois que nous n'en aurons plus besoin.

Or – naïveté de leur part ? – les Turcs découvrent avec stupeur en janvier 2014 que Daech est un monstre qui échappe à leur contrôle. En janvier 2014, Daech prend en otages 49 diplomates dans le consulat turc à Mossoul. Et, à partir de 2014, on perçoit une volonté réelle de la part des Turcs de se débarrasser de Daech, en tout cas de limiter sa marge de manœuvre en Syrie. Ceci pour deux raisons :

D'une part Daech a démontré non seulement qu'il est un monstre mais qu'il est un monstre efficace en ce sens qu'il mène des attentats terroristes

particulièrement sanglants en Turquie, le dernier en date ayant visé la célèbre boîte de nuit, la *Reina*, à Istanbul, le Jour de l'An.

Les Turcs ont aussi découvert que l'expansion de Daech entraîne une radicalisation de l'islam à l'intérieur de la Turquie. Aujourd'hui, des cellules de citoyens turcs se radicalisent de plus en plus et décident de rejoindre Daech pour faire le Jihad. C'est un phénomène tout fait nouveau en Turquie. Par exemple, une de ces cellules, dans la ville d'Adıyaman, à la frontière entre la Turquie et la Russie, est exclusivement composée de Turcs djihadistes. Cela fait peur à l'AKP parce que ce n'est pas sa version de l'islam, ce n'est pas sa compréhension de l'islam.

Donc, aujourd'hui, il y a une volonté turque sincère, authentique, de lutter contre Daech et je pense que l'Europe doit saisir ce *momentum*-là.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Une autre question portait sur le coup d'État. Je pense que ce coup d'État n'a pas été manigancé par Erdoğan. Il y a des limites à ne pas franchir et il faut savoir condamner ce coup d'État, même si on peut considérer que 150 journalistes en prison – ai-je lu – soit le tiers de tous les journalistes emprisonnés dans le monde, c'est quand même beaucoup...

THIERRY ZARCONI

Vous vous doutez bien qu'il n'est pas facile de savoir exactement ce qui s'est passé. Mes sources sont à la fois une analyse idéologique de la situation et la presse, surtout les articles des journalistes d'investigation dont certains travaillent sur ces courants depuis presque trente ans...

En fait, il semblerait qu'il y ait eu une union de personnes, d'organisations, de groupes opposés à M Erdoğan pour de multiples raisons. Certainement des membres de la communauté (pas la communauté dans son ensemble, sans doute pas dirigés depuis la Pennsylvanie), des groupes qui se seraient autonomisés. Également d'anciens kémalistes, peut-être des nationalistes parmi ceux qui se sont ralliés ensuite à l'AKP... Donc un mélange qui n'a pas réussi à rallier d'autres éléments forts, les forces armées. Dans un second temps, ce coup d'État aurait

peut-être été repéré par les services secrets turcs qui en auraient informé le Président et d'autres. Peut-être y aurait-il eu dans les derniers moments, une récupération : on aurait un peu « surfé » sur le mouvement. La lecture de la presse ne nous renseigne pas plus parce qu'on sait qu'on nous jette un grand nombre de fausses informations, de faux témoignages, de faux militaires interrogés... Ce n'est pas facile mais voilà ce qu'on peut arriver à apprendre, en attendant peut-être de nouveaux témoignages...

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je pense qu'il ne faut pas non plus sous-estimer la part de la bêtise, toujours très importante dans les choses humaines. Les auteurs du putsch se sont pris les pieds dans le tapis et, maintenant, R. T. Erdoğan exploite ce coup d'État pour réprimer plus que de raison enseignants, juges, journalistes, militaires. L'intérêt même de la Turquie serait qu'il modère cette répression qui peut être justifiée s'agissant de ceux qui ont fomenté directement le coup d'État. La société civile est bien placée pour prendre des positions claires à ce sujet. Les États, quant à eux, sont tenus à une discipline plus stricte, à la règle de la non-ingérence, jusqu'à un certain point, bien entendu.

DANS LA SALLE

Il a été dit que la Turquie cherchait à laver un affront et à redevenir un pays qui comptait et pesait sur le plan international. En effet, un pays a besoin de défendre son honneur mais aujourd'hui un pays a besoin aussi d'exister sur le plan économique (croissance etc.). Or, certains avantages économiques, certains contrats, sont subordonnés à des conditions un peu humiliantes imposées par des pays plus puissants. Par exemple, si la Turquie entre dans l'Union européenne, elle bénéficiera certes beaucoup d'avantages économiques et sociaux, y compris du point de vue des visas pour ses citoyens mais, par contre, elle aura sans doute à accepter des modifications de ses règles, peut-être de sa constitution et de ses lois qui peuvent être vues comme une ingérence dans la souveraineté du pays. De ce point de vue, je trouve que la manière dont la Turquie gère la crise des migrants



et impose ses conditions à Mme Merkel et à l'Union Européenne permet de laver l'affront bien mieux que de rentrer dans l'Union européenne.

Comment la Turquie peut-elle concilier les deux aspects, économique et politique ?

DENIZ AKAGÜL

Vous parlez de deux types de rationalités différentes. La rationalité économique, dans les relations internationales, consiste à obtenir un gain. Lorsqu'il y a un gain pour les deux parties, on coopère. Mais selon la rationalité politique, on ne se demande plus si on gagne mais qui gagne le plus parce que celui qui gagne le plus va monter dans l'échelle de puissance et donc dégrader la position de celui qui obtient moins.

Je n'ai pas très bien compris pourquoi la Turquie renoncerait à des positions politiques. En effet, un pays qui demande à adhérer à l'Union européenne connaît les conditions de l'intégration économique et politique. L'Union européenne est une institution supranationale, non une institution internationale. Par conséquent, quand on y entre, on transfère des pouvoirs, des souverainetés, à un niveau supranational. Ces transferts sont d'ailleurs critiqués aussi en Europe occidentale. On a transféré des pouvoirs à Bruxelles sur des points qu'on ne pouvait pas faire admettre démocratiquement sur le plan national. J'observe que ceux qui disent : « C'est la faute à Bruxelles ! », sont les mêmes hommes politiques qui ont transféré tous ces pouvoirs !

Si la Turquie a demandé à intégrer l'Union européenne, elle n'a donc pas à se poser de question sur les pouvoirs qui seraient transférés puisqu'elle les connaît d'avance.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

À propos de l'idée qu'il faudrait « laver l'affront » parce que, historiquement, on a été humilié, je pense que le discours sur la puissance de l'humiliation et du ressentiment dans les relations internationales a quand même ses limites. En effet, tous les États ont plus ou moins ressenti des désirs de revanche. C'était déjà le désir de Hitler après le traité de Versailles, qui ne méritait pas tout le mal qu'on

en a dit, parce qu'il fallait bien régler certains problèmes (la Pologne, la Tchécoslovaquie etc.).

Sur le plan économique, la Turquie a quand même valorisé son avantage comparatif et son PIB a été triplé en l'espace de quinze ans ... Sa réussite actuelle doit lui permettre de relativiser les déboires anciens de l'Empire ottoman finissant.

DENIZ AKAGÜL

La Turquie a triplé son PIB, certes mais en dollars courants. Le PIB par habitant est passé de 3500 dollars à 10 000 dollars entre 2002 et 2008 et, depuis, il tourne autour de 10 000 dollars (19 000 dollars en PPA), enregistrant même une légère baisse. Ce sont quand même des performances tout à fait remarquables. Peu de pays européens ont connu une croissance aussi rapide.

DANS LA SALLE

Vous avez évoqué le nombre de journalistes emprisonnés en Turquie. Les intellectuels ont peur en Turquie, ils hésitent même à s'exprimer par téléphone. Les alevites ont peur. Ces gens se tournent vers les Européens. Que vont-ils devenir dans la Turquie actuelle? Que pouvons-nous faire pour eux? J'enseigne à Sciences Po et je souffre de voir ces intellectuels emprisonnés pour avoir simplement signé une pétition.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je vous remercie, Madame, de votre question.

L'attitude que j'ai adoptée, comme la plupart des intervenants, c'est de partir des intérêts de la Turquie. L'intérêt de la Turquie est de se rapprocher de l'Europe, en tout cas de maintenir avec l'Europe des relations quand même plus profitables qu'avec les pays du Moyen-Orient, surtout dans la situation où ils sont. Par conséquent, l'intérêt bien compris de la Turquie serait de ne pas persévérer dans cette orientation et de libérer un certain nombre de gens qui n'ont pas été les

auteurs du coup d'État et de faire en sorte que ce qui pourrait constituer un grave écueil dans les relations turco-européennes puisse être levé. C'est un avis que j'émetts. Mais ça n'interdit pas les prises de positions de citoyens et citoyennes comme vous.

MEME INTERVENANTE DANS LA SALLE

Vous n'ignorez pas qu'un journaliste français, Mathias Depardon, est actuellement emprisonné en Turquie<sup>9</sup>. Il y a eu des manifestations devant le consulat turc à Paris. On ne peut pas faire un colloque sur la Turquie sans évoquer ce sujet. Nous avons une responsabilité en tant qu'intellectuels.

DIDIER BILLION

Vous dites que la Turquie a peur. C'est partiellement vrai. Une de mes amis proches, Kadri Gürsel, journaliste au quotidien *Cumhuriyet* est actuellement emprisonné, accusé de complicité avec des organisations terroristes, ce qui est évidemment un montage grossier. Des centaines de citoyens se trouvent dans la même situation, cela induit incontestablement un climat politique exécrationnel. Mais la dernière consultation référendaire, au mois d'avril 2017, en dépit de probables fraudes, a montré qu'une partie de la Turquie se reconnaît toujours aujourd'hui dans l'AKP et Erdoğan. Ce constat ne justifie aucunement la fuite en avant liberticide, qui est condamnable. La réalité est complexe et l'AKP possède encore une base sociale et une base électorale. Je fais néanmoins le pari que ce parti a « mangé son pain blanc » et que les difficultés vont commencer, au niveau économique, cela a été évoqué, mais aussi au niveau politique. Probablement, à une échéance que j'ignore, y aura-t-il une scission dans l'AKP et la création d'un nouveau parti. Nous ne sommes pas comptables des modalités que cela prendra, ce sont les citoyens turcs les plus courageux, les plus engagés, qui prendront leurs responsabilités.

---

<sup>9</sup> Mathias Depardon est rentré en France le 9 juin (une dizaine de jours après la tenue de ce colloque). Emmanuel Macron, qui a discuté, par deux fois, de sa situation avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdoğan, avait explicitement demandé, le 3 juin, sa libération « le plus vite possible ».

Comme vous, je pense qu'on ne peut pas laisser les choses ainsi. En même temps – c'est ce que j'ai essayé de démontrer – par leur stupidité, les Européens n'ont plus aujourd'hui aucun moyen de pression, aucun levier. Erdoğan, comme tout autre, comprend parfaitement le rapport de force, mais nous n'avons pas les moyens actuellement d'en instaurer un, respectueux de la souveraineté de la Turquie, parce que, par notre politique, par nos imbécillités récurrentes, nous nous sommes empêchés de nous doter de ce levier, voire d'imposer des conditionnalités. La situation est donc difficile, notamment pour l'état des libertés publiques.

Sur la question kurde, je suis, depuis fort longtemps, d'accord avec Jean-Pierre Chevènement.

Je considère que le PKK est une organisation terroriste, mais le HDP (Parti démocratique des peuples), dont on sait très bien qu'il a des liens avec le PKK, est néanmoins un parti parlementaire, légal, et je condamne sans ambiguïtés l'emprisonnement de douze de ses députés (dont ses deux co-présidents).

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Chacun a compris qu'il y a une distinction à opérer entre la société civile, ses prises de position, et la diplomatie d'un État qui doit toujours se fonder sur des éléments objectifs, réels, pour faire comprendre à un partenaire, en l'occurrence la Turquie, un pays ami avec lequel nous avons des relations anciennes, que son intérêt est de ne pas persévérer dans cette voie.

Merci à tous nos intervenants qui ont été très brillants sur un sujet que nous avons été heureux de découvrir avec eux.



## **PUBLICATIONS RECENTES**

### **UNE POLITIQUE DU TRAVAIL**

Colloque du 9 janvier 2012

### **LA RÉFORME DES BANQUES**

Colloque du lundi 23 janvier 2012

### **APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE**

Table ronde du lundi 13 février 2012

### **L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?**

Colloque du lundi 24 septembre 2012

### **L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF**

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

### **LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?**

Colloque du lundi 10 décembre 2012

### **OCCIDENT ET MONDIALISATION**

Colloque du lundi 21 janvier 2013

### **LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE**

Colloque du lundi 11 février 2013

### **NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI**

Colloque du mardi 21 mai 2013

### **LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL**

Colloque du lundi 17 juin 2013

### **LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE**

Colloque du lundi 16 septembre 2013

### **L'EXCEPTION CULTURELLE**

Colloque du lundi 14 octobre 2013

### **REFAIRE L'EUROPE ?**

### **APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE**

Colloque du lundi 2 décembre 2013

**L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES**

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

**LE MAGHREB ET SON NORD**

Colloque du lundi 17 février 2014

**GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?**

Colloque du lundi 31 mars 2014

**LA GUERRE DES MONNAIES ?**

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?  
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

**LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?**

Colloque du lundi 23 juin 2014

**LA RUSSIE EN EUROPE**

Colloque du mardi 23 septembre 2014

**RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE**

Colloque du lundi 28 octobre 2014

**LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE**

Colloque du lundi 8 décembre 2014

**QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?**

Colloque du lundi 15 décembre 2014

**L'INGERENCE**

Colloque du lundi 19 janvier 2015

**LA FRANCE ET LA RÉPUBLIQUE FACE À LA RADICALISATION**

Colloque du lundi 9 mars 2015

**L'EURO EST-IL SOUTENABLE ?  
LE NOUVEAU TEST DE LA GRECE**

Colloque du lundi 13 avril 2015

**QUEL MODÈLE DE REINDUSTRIALISATION POUR LA FRANCE ?**

Table ronde du lundi 1<sup>er</sup> juin 2015

**LE MOYEN-ORIENT  
DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES PUISSANCES**  
Colloque du lundi 29 juin 2015

**L'UKRAINE**  
Table ronde du lundi 14 septembre 2015

**QUEL MODELE TERRITORIAL POUR LA REPUBLIQUE ?**  
Colloque du lundi 28 septembre 2015

**QUEL AVENIR POUR LA LIBYE ?**  
Colloque du lundi 26 octobre 2015

**LE MODELE FRANÇAIS D'INTEGRATION**  
Colloque du lundi 23 novembre 2015

**LA CHINE ET SES DEFIS :  
VERS UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT**  
Colloque du lundi 14 décembre 2015

**L'EXTRATERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN**  
Colloque du lundi 1<sup>er</sup> février 2016

**ETATS-UNIS, HORIZON 2017**  
Colloque du lundi 18 avril 2016

**INTEGRATION, LAICITE, CONTINUER LA FRANCE**  
Colloque du lundi 23 mai 2016

**OÙ VA L'INDE ?**  
Colloque du lundi 6 juin 2016

**LES EVOLUTIONS DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL**  
Colloque du lundi 4 juillet 2016

**LA DEMOGRAPHIE EN EUROPE  
ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES**  
Colloque du lundi 24 octobre 2016

**L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETE PAR LE PEUPLE :  
LIMITES, SOLUTIONS**  
Colloque du lundi 14 novembre 2016



**QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?**

Colloque du lundi 12 décembre 2016

**VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION,  
MYTHE OU REALITE ?  
QUELLE STRATEGIE POUR LA FRANCE ?**

Colloque du lundi 6 mars 2017

**ENJEUX MARITIMES DU MONDE ET DE LA FRANCE**

Colloque du lundi 20 mars 2017

**OU VA LA TURQUIE ?**

Colloque du lundi 29 mai 2017

## NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Franck Dedieu**, responsable du développement de la Fondation Res Publica : « **La fin d'un modèle économique, le nouveau départ d'un autre ?** » (suite au colloque du 4 juillet 2016 sur « Les évolutions du contexte économique et financier mondial »)
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Où va l'Afrique ? Pour une approche réaliste** » (suite à la matinée d'échanges du 8 juin 2016 autour de **Sylvie Brunel** Professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, auteure de « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* » (Sciences humaines ; 2014)
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et Pierre Hess, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, Docteur en géopolitique, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, Docteur en géopolitique au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Que peut faire la France en Afrique subsaharienne ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

## NOTES DE LECTURE :


### Parues récemment :

- **L'euro contre l'Europe**, note de lecture du livre de Joseph Stiglitz « *L'euro, comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe* » (Les Liens qui Libèrent, septembre 2016), par Franck Dedieu, responsable du développement de la Fondation Res Publica
- **Quelles alternatives pour sortir du piège de l'euro ?**, note de lecture du livre de Hans-Werner Sinn « *The Euro Trap: on bursting bubbles, budgets and beliefs* » (Oxford university press, 2014) par Sébastien Sibai.
- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « *Le Choc des Empires* » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

[info@fondation-res-publica.org](mailto:info@fondation-res-publica.org)

Achévé  
d'imprimer  
en septembre 2017